

NOUVELLE

Juste cinq minutes encore

Page E 8

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCVII N° 163

LES SAMEDI 22 ET DIMANCHE 23 JUILLET 2006

2,20\$ + TAXES = 2,50\$

De Beyrouth à Montréal



Exténués mais soulagés après une pénible opération de rapatriement, des centaines de Canadiens d'origine libanaise ont vécu de touchantes retrouvailles avec leurs proches qui les attendaient impatiemment à l'aéroport Montréal-Trudeau. Depuis le début de l'évacuation, 2500 Canadiens ont quitté le Liban à bord de navires affrétés par le gouvernement canadien.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'armée israélienne massée à la frontière

Israël envisagerait une offensive terrestre; la crise humanitaire s'aggrave au Liban

JACQUES CHARMELOT

Beyrouth — Devant l'efficacité limitée de ses frappes contre le Hezbollah, Israël a mobilisé hier des troupes supplémentaires, faisant craindre une offensive terrestre au Liban, alors que les efforts diplomatiques se multipliaient pour tenter d'établir un cessez-le-feu. Crainte appuyée par le fait qu'Israël, qui a accepté la mise en place d'un couloir humanitaire au Liban, a appelé les habitants à fuir le sud, contrôlé par le Hezbollah.

Dans le même temps, les évacuations d'étrangers vers Chypre — notamment celle de milliers d'Américains — se sont accélérées, mais la situation d'un demi-million de déplacés libanais devient de plus en plus critique, surtout dans le sud du pays.

Les chasseurs-bombardiers israéliens ont pénétré Baalbeck, fief du Hezbollah dans l'est du Liban, tuant quatre civils, et les bombardements israéliens se sont poursuivis dans le sud du pays, où le secteur de Tyr (83 km au sud de Beyrouth) a été touché. Hier soir, deux autres civils, dont une fillette de 11 ans, ont été tués dans des raids nocturnes au Sud-Liban.

Pendant ce temps, de nouvelles salves de roquettes se sont abattues sur le nord d'Israël, dont à Haïfa, la troisième ville du pays, où 19 civils ont été blessés.

L'armée israélienne a annoncé qu'elle renforçait son dispositif militaire le long de sa frontière avec le Liban en mobilisant plusieurs milliers de réservistes. Elle a également multiplié les brèves incursions dans le sud du Liban et fait état d'un accrochage jeudi au cours duquel elle a perdu quatre hommes.

A ce sujet, l'armée israélienne a affirmé être en possession des corps de 13 combattants du Hezbollah tués dans cet accrochage. Elle a ajouté en avoir tué «environ une centaine» depuis le début de l'offensive contre le mouvement chiite alors que le Hezbollah ne reconnaît que 11 morts dans ses rangs.

L'aviation israélienne a de nouveau lâché hier des tracts au Sud-Liban, appelant les habitants des villages

VOIR PAGE A 8: LIBAN



Condoleezza Rice part en mission au Proche-Orient



NIKOLA SOLIC REUTERS

Pendant qu'à Montréal et Toronto débarquaient hier des centaines de ressortissants, soulagés d'avoir pu quitter le Liban, l'armée libanaise enterrait dans une fosse commune à Tyr, dans le sud du pays, une centaine de civils tués ces derniers jours dans les raids israéliens.

Entre soulagement et frustration

Des centaines de ressortissants rentrent au Canada

LISA-MARIE GERVAIS

De longues heures d'attente sous le soleil au port de Beyrouth, une traversée en mer difficile jusqu'en Turquie... Les citoyens canadiens qui sont rentrés du Liban en avaient beaucoup à dire sur l'opération de rapatriement qu'ils venaient de vivre. Premiers ressortissants d'origine libanaise à avoir été évacués et ramenés à bord des avions nolisés par le gouvernement canadien, c'est avec un certain soulagement mais une vive émotion qu'ils ont atterri à l'aéroport Montréal-Trudeau pour rejoindre les leurs.

VOIR PAGE A 8: SOULAGEMENT

Les 13^e FrancoFolies de Spa

La cure par la fête

Belle contradiction, c'est dans la même petite ville d'eaux des Ardennes belges où l'on vient se reposer l'année durant que l'on fête le plus intensément les Francos venues. Et rarement à l'eau claire. Allez comprendre, ça fait autant de bien.

SYLVAIN CORMIER

Tôt hier, impossiblement tôt, indécemment tôt, c'est-à-dire au beau milieu de la protocolaire matinée du 21 juillet, fête nationale des Belges, la Brabançonne a retenti, gracieuseté de la fanfare locale qui défilait dans les rues de Spa, fraîchement lavées à grande eau.

VOIR PAGE A 8: CURE

INDEX

Actualités	A2	Idées	B5
Annonces	C6	Monde	A7
Avis publics	C5	Mots croisés	C6
Bourse	C2	Météo	C5
Carrières	C3	Perspectives	B1
Décès	C6	Rencontres	D2
Économie	C1	Sports	C7
Éditorial	B4	Sudoku	D5

Martina Navratilova au service... des gais et des lesbiennes

Les Outgames, une «excellente occasion» de lutter contre les préjugés

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

On raconte qu'elle était en nage, terriblement stressée à l'idée de répondre à la question qui allait venir. C'était en 1981, Martina Navratilova était interrogée par l'immigration américaine, dernière étape avant d'obtenir la citoyenneté d'un pays où elle habitait depuis qu'elle avait fui la Tchécoslovaquie, six ans plus tôt. Une seule chose pouvait bloquer ses démarches: son orientation sexuelle. En effet, les lois n'étaient pas claires à ce sujet. Quand l'agent de l'immigration lui posa la question, elle coupa la poire en deux et affirma qu'elle était bisexuelle. La réponse était bonne, l'homme ne leva pas les yeux.

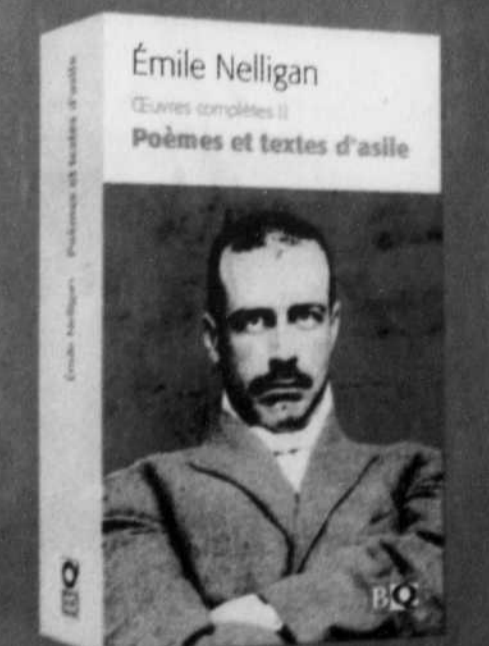
Quelques semaines plus tard, Martina Navratilova devenait citoyenne américaine. Et pratiquement aussitôt, un journaliste publiait une entrevue dans laquelle elle confiait à mots voilés qu'elle était lesbienne. Cela fit l'effet d'une bombe. Son «coming out» survenait à une époque où la loi du silence régnait autour du sujet, surtout dans le monde du sport. Et l'effet fut d'autant plus percutant que Navratilova était alors au sommet de la hiérarchie tennistique. Le succès du circuit féminin, récemment



VOIR PAGE A 8: MARTINA

■ Des droits à conquérir, page B 1

BQ BIBLIOTHÈQUE QUÉBÉCOISE



256 poèmes et textes dont **47 inédits**

584 pages • 16,95 \$

www.livres-bq.com

ACTUALITÉS

**Bijouterie
Gambard**
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE
MONTREAL (514) 866-3876

ROLEX
Vente et service

Prise de position pro-israélienne du premier ministre canadien

Le milieu des affaires libanais en veut à Harper

Le Canada est en train de délaisser sa tradition de «pacifiste et de missionnaire de paix»

FRANÇOIS DESJARDINS

La prise de position clairement pro-israélienne adoptée par le premier ministre Stephen Harper dans l'actuel conflit au Proche-Orient pourrait nuire aux entreprises canadiennes dans l'éventualité d'une nouvelle ronde de reconstruction du Liban, estime la Chambre de commerce et d'industrie Canada-Liban (CCICL).

«Il y a un très grand risque, vu la position politique de M. Harper», a dit lors d'un entretien le président de la CCICL, Fouad Boustani, également cadre supérieur à la Banque Nationale du Canada. «Les Libanais ne vont probablement pas penser aux Canadiens, parce que ce sont des contrats qui sont dirigés politiquement.»

A son arrivée en Europe la semaine dernière, le premier ministre Harper a affirmé qu'Israël avait le droit de se défendre et que sa réaction était, selon lui, «modérée étant donné les circonstances». Cette prise de position est également celle des Américains, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. Depuis le début de la crise, déclenchée par le rapt de deux soldats israéliens par le Hezbollah, les raids israéliens au Liban ont fait 338 morts alors que les tirs du Hezbollah ont tué 33 civils et militaires israéliens, selon l'Agence France-Presse.

En ce qui concerne les dommages causés aux infrastructures, ceux-ci se chiffrent déjà à plusieurs milliards, a indiqué avant-hier le ministre libanais des Finances, Jihad Azour. Parmi les pertes, il a mentionné les sites militaires et du Hezbollah, l'aéroport de Beyrouth, des ports, des ponts, la route internationale Liban-Syrie, des stations d'essence, des usines et des aqueducs.

Refermer l'écart

Il faudra donc de l'aide extérieure pour reconstruire. Or, selon M. Boustani, les commentaires de M. Harper donnent l'impression que le Canada est en train de délaisser sa tradition de «pacifiste et de missionnaire de paix» qui a fait sa réputation au fil des ans. «Ça va faire mal, c'est certain», a-t-il dit. La CCICL a participé aux missions du maire montréalais Pierre Bourque en 1995 et du premier ministre Bernard Landry en 2000. M. Boustani a dit que la CCICL et le milieu des affaires allaient tenter de refermer l'écart entre la politique et les intérêts économiques mais qu'«on a une très grande pente à remonter».



Une rue du quartier sud de Beyrouth, cette semaine

ISSAM KOBEISI REUTERS

Spécialiste du Proche-Orient à l'Université de Sherbrooke, le professeur Sami Aoun estime toutefois que des compagnies canadiennes contrôlées par des Libanais d'origine pourraient «certainement aider à rebâtir» le pays, ne serait-ce que «par le biais des subventions et de l'aide canadienne officielle». Par ailleurs, a-t-il estimé, l'Agence canadienne de développement international aura un «rôle certain» à jouer car «elle a des constantes et ne suit pas les fluctuations de l'actualité».

Au moins deux grandes entreprises canadiennes ont participé à la dernière ronde de reconstruction du Liban au cours des années 90. La firme d'ingénierie SNC-Lavalin et Postes Canada avaient reçu, en

1998, un contrat d'une valeur à long terme de 1,2 milliard pour créer un service postal libanais, LibanPost.

Le contrat d'exploitation était d'une durée prévue de 12 ans. L'expérience ne semble pas avoir généré les retombées espérées. Postes Canada et SNC-Lavalin se sont départis de leur participation dans LibanPost il y a belle lurette, ont-elles indiqué cette semaine au *Devoir*.

Dans son rapport annuel de 2001, SNC précise même que, si elle a vendu cette concession, c'est que celle-ci entraînait des pertes. L'octroi du contrat avait créé des remous au Liban: selon d'anciennes dépêches d'Associated Press, certains membres du Parlement libanais avaient déploré que le gouverne-

ment du premier ministre de l'époque, feu Rafik Hariri, n'ait pas tenté de faire approuver le contrat par les parlementaires.

SNC-Lavalin, dont l'unique employé à Beyrouth doit d'ailleurs quitter le Liban ce week-end, a indiqué au *Devoir* qu'il était «encore trop tôt» pour dire si la compagnie allait de nouveau chercher à faire partie de la reconstruction. «Il faudra évaluer la situation», s'est limitée à dire la directrice des communications, Dominique Morval. Elle ne pouvait dire si les propos de M. Harper allaient effectivement avoir un impact. Quant à Postes Canada, un porte-parole a lui aussi affirmé qu'il était trop tôt pour discuter de contrats. «On ne sait pas dans quel état se trouve le service postal», a dit François Legault.

Puisqu'ils sont «dirigés politiquement», les prochains contrats pourraient être difficiles à obtenir, a dit Fouad Boustani. «Ce sont des compagnies étrangères, en principe, et les Français ont de grandes chances puisqu'ils ont toujours soutenu les Libanais», a dit M. Boustani.

La Chambre de commerce du Canada, qui se donne un rôle de «porte-parole des entreprises canadiennes», n'a pas voulu s'avancer sur le sujet concernant la position de M. Harper et l'impact sur les sociétés canadiennes. «Ça ne fait pas partie de notre mandat», a dit le vice-président aux communications, Michel Barsalou. Pour sa part, un porte-parole d'Exportation et Développement Canada a affirmé que la question posée relevait davantage de la politique que du financement de projets, et que la société d'Etat ne pouvait donc formuler aucun commentaire.

Un commerce difficile

Pour l'instant, à tout le moins, le commerce entre les deux pays est au point mort. Les sociétés canadiennes qui font des affaires au Liban sont généralement des PME. En 2003, le Canada y a expédié des biens d'une valeur de 31 millions, surtout des légumes, du papier, du bois, des véhicules et des produits pharmaceutiques. Les importations en provenance du Liban étaient de 9,8 millions, composées notamment d'aliments en conserve, de boissons, de pierres précieuses, d'épices, de café et de thé. Parmi les sociétés canadiennes figure, entre autres, Clic Import-Export, basée à Montréal et spécialisée dans les légumineuses, les noix et le riz.

Le Devoir

Une vigile devant le consulat israélien

«L'idée est de garder une présence constante... pour démontrer notre angoisse»

FÉLIX-ANTOINE LORRAIN

À fin de dénoncer l'offensive israélienne dans le Sud-Liban, un regroupement de sympathisants à la cause libanaise tient une «vigile» depuis hier après-midi au square Dorchester, devant l'édifice abritant le consulat d'Israël à Montréal.

«L'idée est de garder une présence constante devant le consulat pour démontrer notre angoisse et pour mettre de la pression sur le gouvernement canadien afin qu'il change sa position [favorable à Israël]», a expliqué Ahmad Rustom, membre de la coalition Tadamon (solidarité en arabe), co-organisatrice de l'événement.

Pendant la nuit d'hier à aujourd'hui, les quelque dizaines de vigiles ont pu regarder des documentaires sur le Liban et la détention de Palestiniens en Israël, «pour donner un peu du contexte qui manque dans les discours politiques et médiatiques», a dit Jérôme Charaoui, de Tadamon également. Un micro était aussi offert à quiconque voulait se prononcer contre le conflit qui met le Liban à feu et à sang. En soirée, des membres de la communauté libanaise sont venus dire leur inquiétude au sujet des attaques israéliennes à Beyrouth et dans le Sud-Liban.

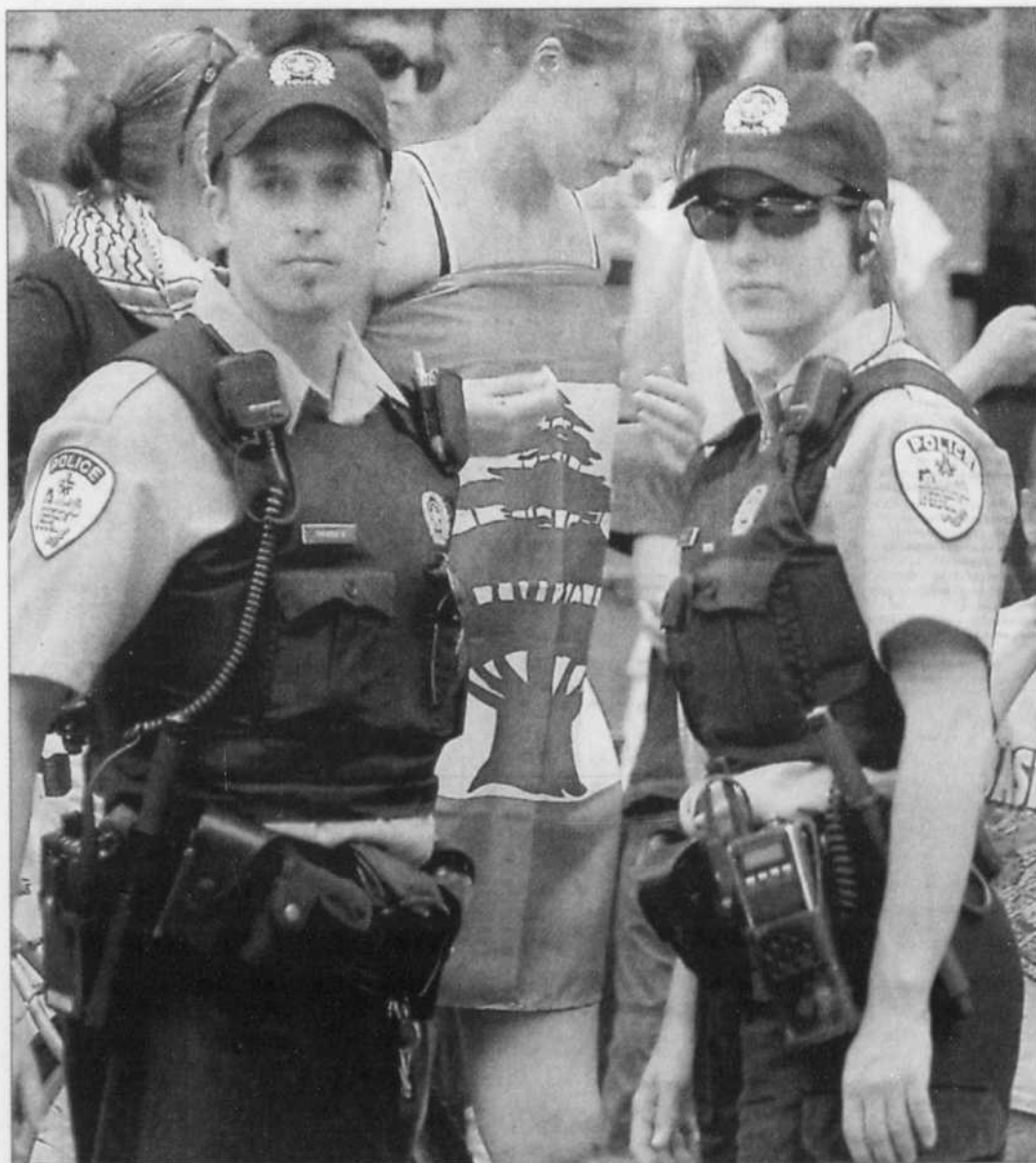
Selon ses organisateurs, la vigile devrait tenir bon jusqu'à 14h cet après-midi.

Marche

Les participants qui restent se joindront à la marche contre les attaques israéliennes au Liban, qui sera partie trente minutes plus tôt de la station de métro Guy-Concordia. Plusieurs centaines de manifestants sont attendus.

Cette vigile se veut une continuité des manifestations dénonçant l'occupation de la Palestine par Israël qu'organise l'organisme Palestiniens et Juifs unis (PAJU) presque tous les vendredis midi devant le consulat israélien. Comme c'est le cas depuis le début des bombardements au Liban, la manifestation d'hier midi s'est vue relevée par quelques drapeaux du pays du Cèdre.

La porte-parole de Québec Solidaire, Françoise David, était au nombre des manifestants pro-libanais. Elle a profité de la tribune qui lui était offerte pour critiquer la distinction que fait Ottawa entre les citoyens et les résidents permanents dans son plan d'évacuation des Canadiens au Liban.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Ces deux policiers veillent au grain devant le consulat d'Israël à Montréal: aucune altercation n'est venue troubler les deux manifestations distinctes et opposées qui ont précédé la vigile de 24 heures effectuée au square Dorchester par quelques dizaines d'opposants à l'offensive israélienne dans le sud du Liban.

Sur le trottoir opposé étaient regroupés des sympathisants israéliens dénonçant l'«acte de guerre» qu'a commis le Hezbollah en enlevant deux soldats israéliens le 12 juillet dernier. «Nous répondons au message de haine qui se trouve de l'autre côté de la rue», a expliqué Edmond Silber, un des organisateurs de la contre-manifestation, en référence aux messages «Israël: nettoyage ethnique» et «Israël apartheid» qu'on pouvait lire sur des affiches que tenaient des manifestants anti-israéliens.

Le Devoir
Avec la Presse canadienne

Le HCR entre en piste

Genève — Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) se prépare à porter secours à «des dizaines de milliers» de réfugiés libanais fuyant les combats entre Israël et le Hezbollah, a-t-il indiqué hier.

Le HCR va déployer une équipe à partir de Damas pour surveiller les arrivées de réfugiés à la frontière entre le Liban et la Syrie, ainsi que du personnel humanitaire au Liban même pour aider les personnes ayant trouvé refuge dans des abris collectifs.

Le HCR, qui dispose déjà de matériel de secours stocké en Syrie et en Jordanie, «s'apprête à apporter une aide immédiate, particulièrement sous la forme de tentes, de bâches en plastique et de couvertures», selon un communiqué.

Le Haut-Commissariat, qui se prépare à une opération de plu-

sieurs millions de dollars, précise qu'il agit à la suite de l'appel à l'aide lancé par le gouvernement libanais aux Nations unies.

Selon l'organisme de l'ONU, l'arrivée de réfugiés en Syrie s'apparente à «un flux caché», la plupart d'entre eux trouvant refuge chez des proches.

Quelque 640 familles sont en outre hébergées dans des écoles avec l'aide du Croissant-Rouge syrien, selon le communiqué.

Le HCR se dit par ailleurs préoccupé par le sort de quelque 20 000 réfugiés et demandeurs d'asile, des Irakiens pour la plupart, qui demandent à être évacués vers Chypre.

Le HCR leur a fourni des abris et des vivres, selon le communiqué.

Agence France-Presse



189\$

Marlène

Sélection bon & tissu



595\$

Kaza

Cuir brun
Construction bois dur

Des prix pique-nique



995\$

Élyse

Lit de cuir brun 60"

Fontaine
MEUBLES DÉCOR

9780, Sherbrooke Est, Montréal
514 352-3913

www.meublesfontaine.com



Marcel LEBEL
DICCIONARIO ANALÓGICO

ESPAÑOL • FRANÇAIS • ENGLISH

Méthode didactique innovatrice :
la mnémotechnie

960 pages - 18,50\$

GUÉRIN, éditeur libel

(514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies

Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

• LES ACTUALITÉS •

La rupture



Gil Courtemanche

De la crise libanaise, les Canadiens retiendront peut-être les cafouillages et l'improvisation qui ont caractérisé dans les premiers jours la réaction du gouvernement canadien. Ces citoyens d'origine libanaise laissés à eux-mêmes durant des jours, le désarroi, la colère et le désespoir des parents demeurés au Canada. Mais à plus long terme, il faudra se rappeler la rupture radicale opérée par le gouvernement Harper avec cinquante années de politique étrangère canadienne.

Inspirée par Lester B. Pearson, cette politique était marquée par le souci de la conciliation, la recherche du compromis et l'affirmation d'une amitié critique à l'égard de nos voisins états-unis. Ces principes, tous les gouvernements les ont maintenus et suivis comme s'ils faisaient partie de la fibre canadienne. Seul Joe Clark s'en écarta quand il évoqua la possibilité rapidement rejetée de transférer l'ambassade canadienne de Tel-Aviv à Jérusalem.

Durant ces cinquante années, Ottawa a maintenu une politique indépendante et mesurée.

Quand Fidel Castro prend le pouvoir à Cuba et nationalise les grandes entreprises étrangères (majoritairement américaines) qui ont littéralement pillé le pays durant des décennies, le Canada maintient ses relations diplomatiques et commerciales avec le régime cubain.

En ce qui concerne l'Espagne, il devient le principal fournisseur de denrées du pays et maintient sans broncher cette position malgré les lois de rétorsion adoptées par Washington. Le Canada se tient loin du conflit vietnamien.

En 1970, le Canada reconnaît la Chine de Mao malgré la colère de Nixon, qui se rendra quelques années plus tard aux arguments de Kissinger. A

quoi sert-il de ne pas tenir compte de la réalité et d'ignorer un quart de la population mondiale? Durant les années 1970 et 1980, le Canada se démarque souvent de la politique américaine, qui appuie les dictatures en Amérique latine au nom de la lutte contre le communisme.

Sur toutes ces questions, il est facile de constater que, historiquement, la position canadienne était plus juste que la position américaine.

Plus près de nous, il en fut de même au Sommet de Rio, où le Canada appuya la déclaration sur la protection de la biodiversité, alors que les Américains s'y opposaient farouchement.

Même distance et indépendance en ce qui concerne le Traité d'interdiction des mines antipersonnel, dont le Canada fut un des maîtres d'œuvre et que Washington refuse toujours de signer. Dans un autre domaine, le Canada a approuvé la formation de la Cour pénale internationale que les Américains refusent. Même distance et même réalisme, même sens des responsabilités dans les dossiers de Kyoto et de l'après-Kyoto. Faut-il enfin rappeler que le Canada a refusé de s'embarquer dans l'histoire borborygme irakien? On commence à comprendre maintenant que, si M. Harper avait été au pouvoir en 2003, nous accueillions chaque semaine des cadavres de soldats canadiens sacrifiés sur l'autel de la toute-puissance américaine.

Sur la complexe question du Moyen-Orient, le Canada a maintenu une politique équilibrée qui reconnaît non seulement Israël, mais aussi son droit de se défendre en même temps que la nécessaire création d'un Etat palestinien. C'est avec cette longue tradition de justice et d'équilibre que Stephen Harper a décidé de rompre brutalement et aveuglément.

En donnant un appui inconditionnel à l'interprétation israélienne de la «légitime défense», quelle politique appuyons-nous dorénavant? Nous appuyons la tentative de détruire le gouvernement que les Palestiniens se sont démocratiquement donné, à notre demande et à celle des Américains. Nous appuyons le kidnapping de dizaines de députés et de ministres élus.

Sous prétexte de condamner le Hamas et le Hezbollah, responsables certes du déclenchement des hostilités, nous acceptons sans aucune réserve la destruction des infrastructures de la bande de Gaza et le fait que la vie d'un soldat israélien vaut dix fois plus que celle des Palestiniens ou des civils libanais. En fait, nous donnons notre appui aveugle et servile à une politique qui historiquement a toujours provoqué les effets contraires de ses objectifs.

L'invasion israélienne du Liban au début des années 1980 procédait de la même logique que la stratégie suivie par Olmert aujourd'hui.

Certes, l'OLP fut expulsée du Liban, mais les destructions massives du pays, le ressentiment provoqué par cette invasion puis par l'occupation du Sud-Liban durant seize ans ont engendré la situation qu'on prétend aujourd'hui dénouer à coups de canons.

Les Syriens ont pris le contrôle du pays et se sont appuyés entre autres sur un mouvement qui était largement minoritaire dans la pauvre communauté chiite, la plus peuplée au Liban. Ce mouvement, c'était le Hezbollah, qui rapidement remplaça la milice chiite modérée du Amal.

Avec l'appui de la Syrie, puis de l'Iran, le mouvement extrémiste profita du ressentiment des populations pauvres du Sud pour devenir, comme le Hamas à Gaza, la principale organisation caritative, politique et aussi terroriste dans une grande partie de Beyrouth et dans le sud du pays. C'est la politique de la force absolue contre le terrorisme qui a permis la naissance du monstre Hezbollah que nous connaissons aujourd'hui. En appuyant cette stratégie de la fuite en avant, nous acceptons de faire reculer le Liban vingt ans en arrière, nous acceptons plus de haine et de désespoir, deux facteurs qui poussent les jeunes dans les organisations terroristes, et nous acceptons de nous éloigner encore plus de la seule solution au problème de la région, qui est la création d'un Etat palestinien. Voilà le choix absurde que vient de faire le Canada après cinquante années d'intelligence.

Collaborateur du Devoir

Soutien à la mission en Afghanistan

Le chef de l'OTAN optimiste

Kandahar, Afghanistan — Alors que l'OTAN se prépare à intensifier ses opérations dans le sud de l'Afghanistan, le chef de l'organisation a indiqué qu'il ne s'inquiétait pas d'une baisse de l'appui international à la mission.

La Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) de l'OTAN dirigera, dès la semaine prochaine, les opérations dans les provinces du sud de l'Afghanistan.

Cette mission périlleuse sera la plus difficile pour l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) dans ce pays, a soutenu hier Jaap de Hoop Scheffer, secrétaire général de l'alliance, à l'occasion d'une visite à la base de Kandahar, la base principale des opérations militaires internationales dans la région. Près de 2200 soldats canadiens, notamment, sont cantonnés dans ce secteur.

«Je crois que nous réalisons tous que cette mission n'est pas seulement l'opération la plus importante de l'OTAN, mais qu'elle est aussi la plus complexe. Cette opération comporte de nombreux risques», a dit M. de Hoop Scheffer.

Mais le secrétaire général a rejeté les allégations voulant que la communauté internationale — y compris les citoyens de son propre pays, les Pays-Bas — allait demander la fin de la mission lorsque s'allongera la liste des soldats décédés. «Je ne crois pas que l'appui international déclinerait si l'opération devient plus difficile», a-t-il affirmé.

Selon un sondage mené auprès de 1000 Canadiens, dont les résultats ont été publiés cette semaine, plus de la moitié des répondants (56 %) s'opposent à la présence des troupes en Afghanistan, ou 17 soldats et un diplomate canadiens ont été tués. Le sondage a été mené après la mort du caporal Anthony Boneca.

Les pays membres de l'OTAN devraient accorder le feu vert à l'expansion de la mission lors d'une rencontre qui se tiendra le 26 juillet à Bruxelles, en Belgique. Le nombre de militaires devrait alors passer de 9700 à 16 000.

Presse canadienne



Je pense. Je vote.

Élections partielles dans les circonscriptions de Pointe-aux-Trembles et de Taillon le 14 août 2006

Du 24 juillet au 1^{er} août 2006, c'est la révision de la liste électorale

Assurez-vous d'être inscrit sur la liste électorale, c'est votre responsabilité

Un avis d'inscription vous a été transmis, indiquant les noms des personnes qui figurent sur la liste électorale à votre adresse.

Si votre nom n'y figure pas ou s'il y a une erreur, vous devez vous présenter au bureau de révision indiqué sur votre avis, du lundi au vendredi, de 9 h à 21 h, et les samedi et dimanche, de 9 h à 17 h, entre le 24 juillet et le 1^{er} août 2006.

Identifiez-vous

Pour toute demande d'inscription, vous devez présenter deux pièces d'identité. La première pièce doit indiquer votre nom et votre date de naissance et la seconde doit indiquer votre nom et votre adresse.

Pour en savoir davantage

- Consultez notre site Web au www.electionsquebec.qc.ca. À partir de votre code postal, vous y trouverez une mine de renseignements dont l'adresse de vos bureaux de révision et de vote, la liste des candidats et bien plus.
- Écrivez-nous par courriel à info@electionsquebec.qc.ca.
- Communiquez avec notre Centre de renseignements en composant sans frais le 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846).

Pointe-aux-Trembles

Adresse du bureau de révision

Bureau de la directrice du scrutin
11901, rue Sherbrooke Est, Montréal

Sections de vote*

001 à 145

Taillon

Adresse du bureau de révision

Bureau du directeur du scrutin
1887, chemin du Tremblay, bureau 120, Longueuil

Sections de vote*

001 à 189

*Le numéro de votre section de vote est indiqué sur votre avis d'inscription.

Tous les locaux où siègent les commissions de révision sont accessibles aux personnes handicapées.

Les personnes sourdes ou malentendantes peuvent composer sans frais le 1 800 537-0644.



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte

L'Europe transpire toujours

Paris — La vague de chaleur qui a probablement provoqué le décès de 21 personnes depuis le début de la semaine en France, continuait hier de toucher d'autres pays d'Europe. Les températures n'ont pas égalé les records des jours précédents, mais aucune baisse vraiment notable n'est à prévoir dans les jours à venir. Les appels à la prudence de la part des autorités se sont multipliés dans plusieurs pays.

«Londres désert», se lamente en titre le quotidien britannique *Evening Standard* dans son édition d'hier, avec, à l'appui, une photo de Hyde Park desséché. «Ceci n'est pas le Sahara ou le Serengeti. Ces remarquables photographies prouvent à quel point la sécheresse a rendu secs [...] et poussiéreux, les parcs de Londres.» Le sud de l'Angleterre n'a pas connu une telle vague de chaleur depuis un siècle. Une température record de 36,3 degrés a été enregistrée en début de semaine. Les fermiers ont déjà commencé à récolter le blé.

En Espagne, une personne prenant un bain de soleil est décédée à Barcelone. Six personnes ont jusqu'à présent péri en raison de la canicule en Espagne.

En Italie, les températures ont grimpé vendredi pour frôler les 39 degrés à Florence. Elles devraient encore augmenter en fin de semaine. De nombreuses villes transalpines ont revu à la baisse la température à partir de laquelle leur système d'alerte se met en branle, pour éviter la répétition de l'été 2003, qui vit 20 000 personnes environ succomber à la chaleur.

À Rome, les services d'urgence apportent de l'eau aux touristes dans les queues à l'extérieur des musées et aux habitants attendant le bus dans les rues.

Reuters

EN BREF

Mort du chercheur Maurice Labbé

Maurice Labbé, considéré comme le tout premier chercheur canadien-français en mathématiques, s'est éteint hier à l'âge de 86 ans. Malgré une carrière étoffée, le scientifique, né en 1920 à Ottawa, est avant tout reconnu pour avoir fondé le centre de recherches mathématiques de l'Université de Montréal. Après avoir occupé les postes de vice-recteur à la recherche à la même université et de directeur général du Conseil des sciences du Canada, M. Labbé est devenu, en 1983, le premier président du Conseil de la science et de la technologie du Québec. Son apport au développement des sciences lui a valu plusieurs distinctions, dont le prix Armand-Frappier, décerné par le gouvernement du Québec aux personnes ayant contribué à l'essor d'une institution de recherche. — *Le Devoir*

• LES ACTUALITÉS •

Dix ans après le déluge du Saguenay

La nouvelle vie de la petite maison blanche

«Au cours des six premières semaines qui ont suivi son ouverture, en juillet 2005, plus de 7000 personnes y avaient mis le pied»

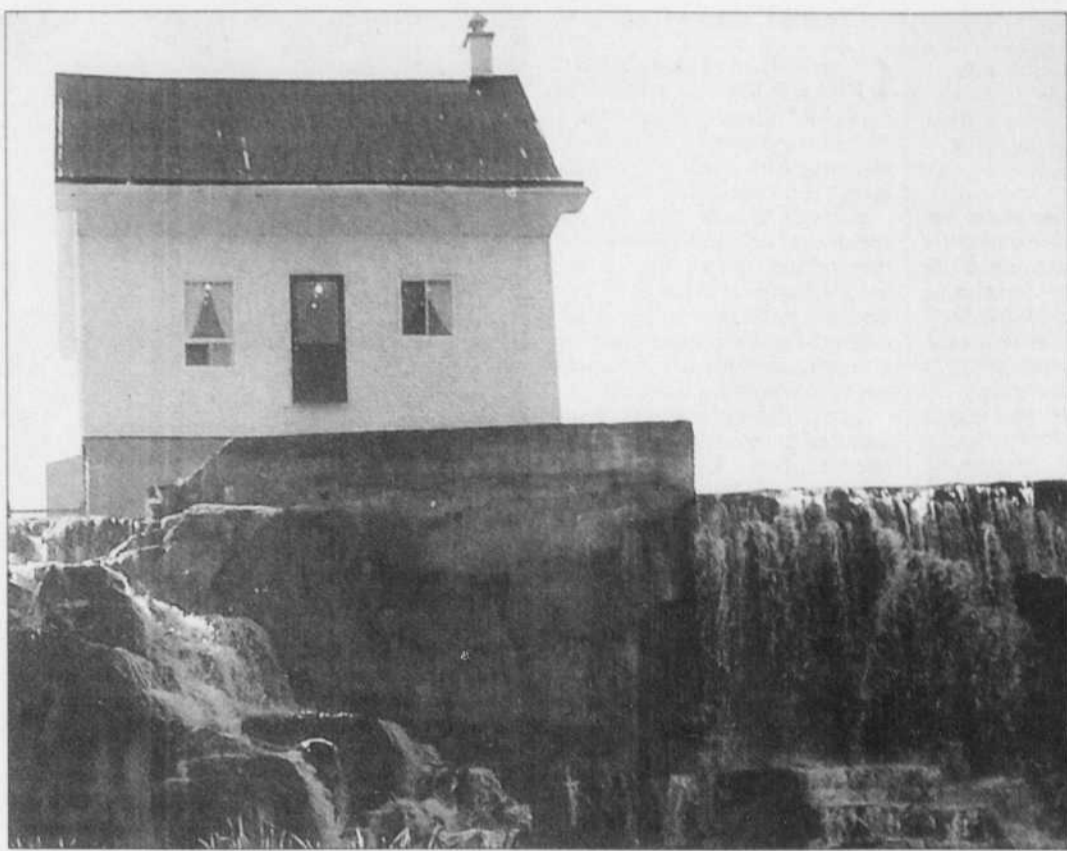
JEAN-FRANÇOIS BONNEAU

Véritable emblème du déluge du Saguenay de 1996, la petite maison blanche connaît des jours nouveaux. En cette saison où les 10 ans de la tragédie sont soulignés, des visiteurs venus d'un peu partout pénètrent à l'intérieur de ce lieu sauvé par miracle, question de découvrir le musée qui y est aménagé depuis l'été dernier. La propriétaire de la petite maison blanche, Jeanne d'Arc Lavoie-Genest, décédée environ un mois après le déluge, était bien loin de se douter que sa maison allait devenir un pôle d'attraction aussi grand.

«Si le déluge avait eu lieu en Floride, la petite maison blanche serait sûrement mille fois plus exploitée...»

Sylvain Genest demeure surpris de constater que presque tout le monde connaît désormais le lieu où il a grandi et où il avait l'habitude d'aller dîner, avec ses grands-parents. Pendant plus d'une semaine, la petite maison fut au cœur de l'actualité, devenant le symbole du déluge.

Pour M. Genest, la création d'un nouveau musée à l'intérieur de la petite maison blanche répond à un véritable besoin: «Au cours des six premières semaines qui ont suivi son ouverture, en juillet 2005, plus de 7000 personnes y avaient mis le pied. Les gens voulaient entrer à l'intérieur depuis longtemps. Ils désiraient la toucher et y laisser leur trace.» C'est par l'entremise du petit kiosque de souvenirs de ce lieu fétiche que Sylvain Genest s'est vite aperçu de la popularité de la maison de sa grand-mère. Peu à peu, les objets fétiches arborant une petite maison blanche devenaient plus nombreux: tasses, toiles d'artistes du Saguenay, porte-clefs... tout y passait. Que rétorque M. Genest à ceux qui estiment qu'il fait aujourd'hui fortune avec une histoire triste? «On ne peut pas dire que je fais fortune. Avant tout, j'aime faire plaisir aux gens. Je sais qu'il y a quelques personnes qui sont un peu frustrées de voir que j'exploite une tra-



La petite maison blanche du Saguenay, aujourd'hui.

gédie. En même temps, je me dis que, si le déluge avait eu lieu en Floride, la petite maison blanche serait sûrement mille fois plus exploitée que présentement, à Saguenay.»

Environ 75 000 \$ ont été investis dans le projet muséal. Parmi les améliorations apportées figurent les diverses mises aux normes de construction ainsi que l'érection d'une chute créée spécialement

pour donner une image de déluge permanente au quartier du bassin.

Une maison, deux visions

Il est possible de diviser les visiteurs de la petite maison blanche en deux. D'un côté, il y a ceux qui s'intéressent d'abord au type de construction, aux fondations du bâtiment construit en 1900. Ils s'inter-

rogent sur les autres maisons qui étaient construites tout près et qui ont été dévastées par le courant. Pour eux, il importe de bien se situer sur le lieu, d'évaluer, de comparer. C'est, en quelque sorte, la vision rationnelle ou scientifique des événements.

D'autres visiteurs sont plutôt attirés par le «miracle»: «Ce qui intrigue, explique M. Genest, c'est que la propriétaire ait offert une rose à sainte Anne avant de quitter les lieux. La petite maison blanche a-t-elle bénéficié d'une protection divine? Peut-être.»

Avec tout le tapage médiatique, il y a de quoi penser que l'on en sait déjà énormément sur la petite maison blanche. Toutefois, M. Genest croit qu'il y a encore beaucoup à apprendre. Les installations muséales en témoignent également. Au rez-de-chaussée, plusieurs maquettes ont été installées afin que les visiteurs comprennent bien ce qui s'est réellement passé. Il est possible de visualiser l'état des lieux avant, pendant et après le déluge. Les murs sont ornés d'œuvres d'artistes qui ont été inspirés par la petite maison blanche. Des objets personnels ayant appartenu à la famille de Jeanne d'Arc et d'Alyre, les propriétaires de la maison, permettent aussi de découvrir le style de vie qui régnait dans la maison.

«Le salon a été recréé avec souci du détail, fait remarquer Sylvain Genest. On y aperçoit, entre autres, un mannequin mécanique qui se berce. C'est une copie conforme de ma grand-mère.»

Un coin est réservé aux nombreuses caricatures publiées mettant en vedette la petite maison. Au grenier, un documentaire tourne en permanence, en plus de la vue impressionnante sur l'extérieur.

Outre le projet de musée qui vient de voir le jour, d'autres idées sont en train de germer. Un livre a déjà été publié sur la petite maison blanche, il y a trois ans. Près de 100 personnes ont participé à la réalisation d'une pierre de granit qui restera à jamais collée sur le plancher du sous-sol de la petite maison. Ce projet est toujours en cours et se poursuivra au cours des prochaines années. L'idée d'un film est aussi dans l'air, mais M. Genest préfère demeurer discret sur ce point.

Bref, la petite maison blanche n'a pas fini de faire parler d'elle, qu'on le veuille ou non!

Collaboration spéciale

Les musulmans sont mal vus par 40 % des Québécois

BRIGITTE SAINT-PIERRE

La proportion de personnes ayant une opinion négative des groupes religieux est plus grande au Québec que dans les autres provinces. C'est ce que révèle un sondage Léger Marketing commandé par l'Association d'études canadiennes et réalisé du 11 au 16 juillet.

Deux répondants québécois sur cinq (40 %) ont affirmé avoir une opinion négative à l'égard des musulmans, contre près d'un répondant sur quatre (24 %) dans l'ensemble du Canada. Quelque 18 % des Québécois ont dit avoir une opinion négative à l'égard des Juifs, contre 9 % des Canadiens. Enfin, 14 % des Québécois ont mentionné avoir une opinion négative à l'égard des chrétiens, contre 10 % dans l'ensemble du Canada.

«On n'a pas été étonnés nécessairement. On avait déjà constaté que les Québécois avaient l'air plus négatifs à l'égard des manifestations religieuses que les autres Canadiens. On peut penser au kirpan et au hijab», a déclaré hier en entrevue téléphonique Jack Jedwab, le directeur général de l'Association d'études canadiennes.

M. Jedwab a néanmoins qualifié la situation de «préoccupante». Il identifie trois facteurs qui pourraient l'expliquer en partie: le contexte politique mondial, des préjugés envers certains groupes comme les musulmans et le fait que les Québécois se méfieraient des religions organisées.

La proportion des Québécois qui ont affirmé avoir une opinion positive à l'égard des musulmans (53 %) était néanmoins supérieure à celle des Alle-

mands (36 %) et des Espagnols (29 %). Un sondage semblable effectué aux États-Unis, en Russie, au Royaume-Uni, en France, en Allemagne et en Espagne a été rendu public en juin. C'est ce sondage qui a donné l'idée à l'Association d'études canadiennes d'en commander un pour le Canada.

Par ailleurs, quelque 43 % des répondants québécois ont mentionné avoir une opinion négative à l'égard des relations entre les Juifs et les musulmans en sol canadien, contre 31 % dans l'ensemble du Canada. Environ 36 % des Québécois ont dit avoir une opinion négative des relations entre les musulmans et les chrétiens au Canada, comparativement à 28 % des répondants de l'ensemble du Canada.

Plus de deux Québécois sur trois (67 %) ont mentionné avoir une opinion négative concernant les relations entre les pays musulmans et les démocraties occidentales (contre 52 % des Canadiens).

Les répondants québécois ont déclaré dans une proportion semblable (68 %) avoir une opinion négative des perspectives d'accès à la démocratie dans les pays musulmans (comparativement à 56 % au Canada). Plus de trois Québécois sur quatre (77 %) ont affirmé avoir une opinion négative concernant le respect des musulmans pour les femmes (contre 67 % au Canada).

Dans le cadre du sondage de Léger Marketing, des entrevues téléphoniques ont été réalisées auprès d'un échantillon représentatif de 1504 Canadiens âgés de 18 ans et plus. La marge d'erreur maximum est de 2,5 %, 19 fois sur 20.

Le Devoir

PPP et le prolongement de l'autoroute 25

Québec tranchera en 2007

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le gouvernement vient de franchir une autre étape dans la réalisation en partenariat-public-privé (PPP) du prolongement de l'autoroute 25 en lançant un appel de propositions auprès des trois consortiums retenus en mars dernier.

Les propositions sollicitées par le gouvernement doivent lui parvenir d'ici mars 2007, et il entend annoncer son choix en juillet 2007. La mise en service de ce tronçon de 7,2 km de l'autoroute 25 et du pont qui enjambe la rivière des Prairies est prévue pour 2010.

SNC-Lavalin, associée à American Bridge, Desau-Doprin, T. Y. Lin International et Simard-Beaudry, est dans la course tout comme le Groupe Axor et Bouygues, Acciona, le Groupe S. M. International ET Arup qui sont réunies dans le consortium Nouvelle Frontière.

Un troisième consortium, Infrac-Québec A25, regroupe, quant à lui, la Banque Macquarie, Construction Kiewit, Ciments Saint-Laurent, Parsons Overseas, Génivar et Miller Paving.

Fait inusité dans les projets conventionnels, les consortiums dont les propositions ne seront pas retenues toucheront 1 million \$ pour leur peine. «Dans l'évolution du monde des PPP, c'est pratique courante comme on le voit dans les projets en Alberta ou en Colombie-Britannique», a signalé Sandra Sultana, directrice du Bureau de la mise en œuvre des PPP au ministère des Transports.

Cela représente une faible partie des coûts qu'engage chacun des consortiums pour rédiger sa proposition, a soutenu la fonctionnaire.

Le coût du prolongement de l'autoroute 25 est évalué à 400 millions, mais comme le constructeur encaissera les péages sur le nouveau tronçon, le débours pour le gouvernement sera limité à 75 millions, d'après une évaluation du ministère.

Coût moins élevé

Selon Mme Sultana, le gouvernement retiendra le projet dont le coût sera le moins élevé pour lui, et non pour les utilisateurs. Quelques balises seront toutefois fixées comme la proportion entre les tarifs exigés pour un véhicule de promenade et pour un camion lourd, par exemple.

En outre, les hausses de tarifs devront être prévisibles. «On a appris des autres projets», a dit Mme Sultana. Ainsi, l'exploitation de l'autoroute 407 — construite en PPP sous le gouvernement conservateur de Mike Harris — dont SNC-Lavalin est un des actionnaires, a soulevé la grogne de la population en raison des hausses de tarifs. Ceux-ci ont doublé en cinq ans.

Le gouvernement libéral de Dalton McGuinty a promis d'obtenir une révision à la baisse de ces tarifs et s'est même adressé à la Cour. Mais il a été débouté, la liberté octroyée par le gouvernement Harris aux promoteurs en matière de tarifs étant quasi totale.

Récemment, le gouvernement McGuinty est parvenu à une entente avec les exploitants. Les utilisateurs fréquents de l'autoroute ont bénéficié d'une baisse de tarifs, tandis que les autres doivent payer plus cher qu'avant.

Le Devoir

EN BREF

Non à l'évacuation en cas de cyclone

Washington — Malgré la catastrophe provoquée par le cyclone Katrina en Louisiane il y a un an, un tiers des Américains vivant dans des États susceptibles d'être ravagés par un ouragan pensent qu'ils n'évacueraient pas leur maison en dépit des injonctions des autorités, selon une étude. L'enquête menée auprès de plus de 2000 habitants de huit États à risque comme la Floride, le Texas, les Carolines, la Géorgie et l'Alabama, a été conduite par l'école de santé publique de Harvard. Quelque 33 % des résidents affirment que, si le gouvernement leur demandait d'évacuer leur maison en raison d'un cyclone majeur, ils ne seraient «pas sûrs» de le faire. La proportion est encore plus importante quand les résidents sont propriétaires (39 %) et blancs (41 %). Plus des deux tiers d'entre eux (68 %) estiment que leur maison est solide et 54 % craignent qu'il y ait trop de monde sur les routes. Contrairement à l'image qu'a pu laisser la catastrophe de La Nouvelle-Orléans, les Noirs seraient plus prompts à quitter leur domicile que les Blancs (23 % contre 41 %). — AFP

THIERRY MUGLER
FRANCESCO SMALTO
REPORTER
TOMBOLINI
SAN REMO
TORRAS
KENNETH COLE
ETC.

SHIRT PASSION
SANDRO
VERTIGO
OUI
TOMBOLINI
GLORIA GAUDETTE
PATRICK GÉRARD
ETC.

Pour Elle
 277, av. Laurier O.
 270-6154
 Centre de Commerce
 Mondial 844-9125

Pour Lui
 Centre de Commerce
 Mondial 281-7999
 5107, av. du Parc (bas Laurier)
 277-7558

LE MONDE

PROCHE-ORIENT

Manifestations pour le Hezbollah dans les rues arabes

Amman et Le Caire — Des manifestants sont descendus hier dans des rues d'Égypte, de Jordanie et du Soudan en signe de soutien au Hezbollah, engagé dans un bras de fer armé avec Israël depuis le 12 juillet.

Des milliers de Jordaniens ont manifesté à Amman pour exprimer leur solidarité avec les activistes palestiniens du Hamas comme avec les combattants libanais du Hezbollah.

Durant cette marche convoquée par les Frères musulmans, principal parti d'opposition en Jordanie, les manifestants, islamistes en grande majorité, ont scandé le nom du chef du Hezbollah et appelé à des attaques sur les principales villes d'Israël.

«Hassan Nasrallah bien-aimé, frappe Haïfa et Tel-Aviv», ont-ils notamment entonné, agitant des drapeaux jaunes du Hezbollah.

Au Caire, la manifestation a été réprimée par les forces de l'ordre. Des bagarres ont éclaté à la porte de la mosquée al-Azhar, quand des membres des forces de sécurité ont empêché des manifestants de descendre dans la rue.

Après la prière, plusieurs milliers de personnes s'étaient rassemblées dans la cour de la mosquée, arborant des drapeaux libanais et palestiniens et scandant leur soutien au Hezbollah.

Plusieurs milliers de Libyens défilent à Tripoli

À l'extérieur du bâtiment, situé au cœur du vieux quartier islamique du Caire, les autorités avaient déployé des milliers de policiers anti-émeutes armés de boucliers et de matraques.

«Aujourd'hui, nous apportons notre soutien à la résistance des Pa-

lestiniens, des Libanais et des Irakiens, et à toute résistance contre l'arrogance des sionistes, des États-Unis et de l'Europe», a déclaré à Reuters Mohammed Mahdi Akef, un responsable des Frères musulmans, une des organisations à l'origine du rassemblement.

Cette concentration était la plus importante enregistrée au Caire depuis les dix jours d'offensive.

À Khartoum, la manifestation de solidarité envers les peuples libanais et palestiniens a rassemblé un millier de personnes, qui ont répondu après les prières du vendredi à l'appel de Sadik al-Mahdi, ancien premier ministre aujourd'hui membre de l'opposition.

À Tripoli, plusieurs milliers de Libyens ont défilé dans le centre-ville pour exprimer leur soutien à Hassan Nasrallah et inciter le Hezbollah à porter ses attaques sur Tel-Aviv.

«O Nasrallah bien-aimé, après Haïfa frappe Tel-Aviv», scandaient-ils au cours de cette marche organisée par la Fondation Kadhafi, organisme caritatif présidé par le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi.

Les manifestants, dont la police a estimé le nombre à 4000, ont exhorté les Arabes à soutenir plus activement le Liban et les Palestiniens contre Israël. «Oui à la résistance, non à la soumission», proclamaient les uns tandis que d'autres fustigeaient les gouvernements arabes, accusés de ne rien avoir fait pour empêcher les raids israéliens au Liban et à Gaza.

Des manifestations similaires s'étaient déjà déroulées les jours précédents dans d'autres pays du monde arabe, notamment mardi, au Yémen.

Reuters

Plus de 100 morts dans l'offensive israélienne à Gaza

ADEL ZANOUN

Gaza — Quatre Palestiniens ont été tués hier dans la bande de Gaza, où l'offensive israélienne a fait plus de 100 morts et se poursuit malgré les appels des Nations unies à la fin des opérations.

Selon un bilan de l'AFP, 106 Palestiniens et un soldat israélien sont morts dans les opérations israéliennes lancées le 28 juin et intensifiées le 5 juillet pour retrouver un militaire israélien capturé par des groupes palestiniens et mettre fin aux tirs de roquettes artisanales.

Quatre Palestiniens, dont deux militants de la branche armée du Hamas, ont été tués dans un tir d'obus israélien sur une maison dans l'est de Gaza.

Outre les deux militants du Hamas, qui étaient cousins, la mère et le frère de l'un d'entre eux ont péri dans l'explosion. Trois personnes ont également été blessées, dont une fille de trois ans.

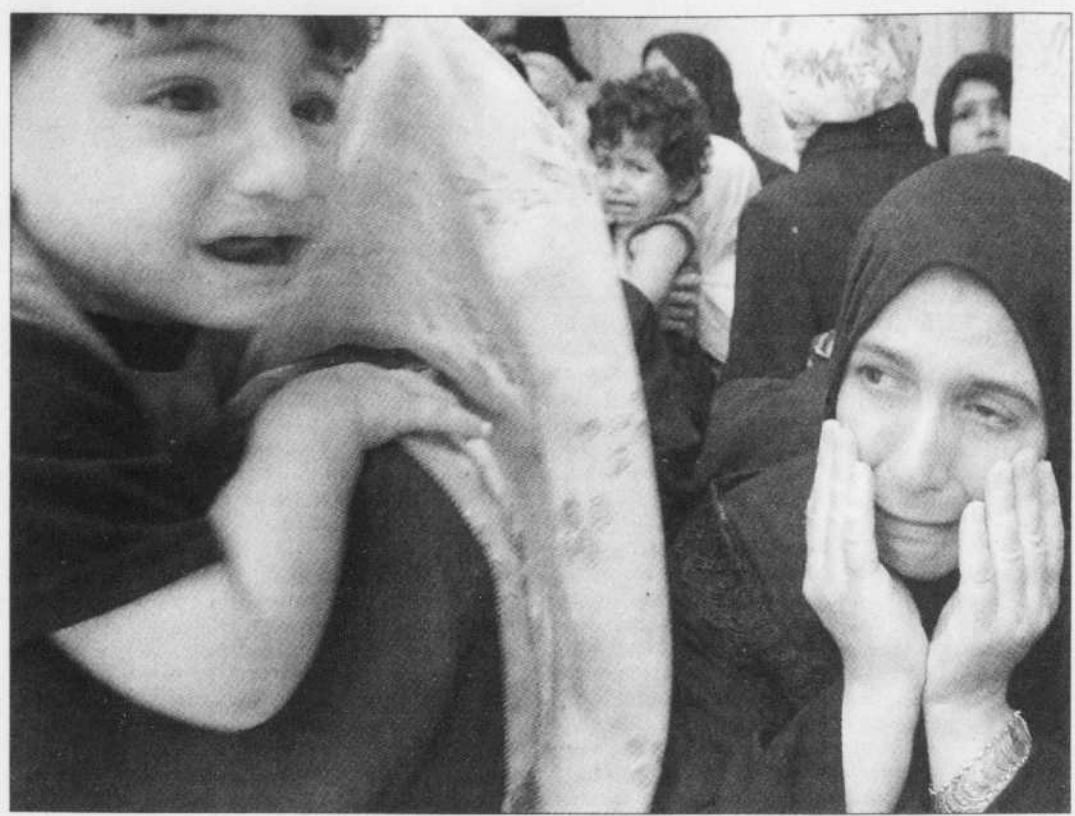
«Une force opérant dans le nord de la bande de Gaza a identifié deux hommes armés avec une roquette antichar sur le balcon d'une maison près d'eux et prêts à tirer», a affirmé une porte-parole militaire israélienne. «La force a répondu avec un tir de char et les a touchés», a ajouté la porte-parole.

Selon un parent, Saïd Harara, une frappe aérienne a fait un blessé au dernier étage de la maison, attirant la mère et d'autres membres de la famille accourus sur place, lorsque l'obus s'est abattu sur eux. Plusieurs membres de la famille ont écarté l'idée qu'ils aient pu tirer de leur propre maison.

La veille, l'armée israélienne avait lâché des milliers de tracts sur la bande de Gaza, mettant en garde les habitants contre l'éventuelle présence d'armes à leur domicile.

Dans le centre de la bande de Gaza, les chars israéliens, qui avaient effectué mercredi une incursion meurtrière près du camp de réfugiés de Maghazi, se sont retirés hier vers 3h.

Selon un responsable de l'agen-



Des proches d'un militant du Hamas pleurent la mort de celui-ci au camp de réfugiés de Maghazi.

ce des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), 16 hectares de champs, notamment d'oliviers, ont été détruits et une dizaine de maisons endommagées par des bulldozers et des chars de l'armée israélienne.

Le premier ministre palestinien, Ismaïl Haniyeh, a mis en garde contre le «risque stratégique» pour les Palestiniens et les Arabes représentés par les opérations militaires israéliennes dans la bande de Gaza et au Liban, a-t-il souligné lors du prêche du vendredi dans une mosquée du camp de réfugiés de Chatti, au nord de la ville de Gaza.

«Cette propagation de la guerre vise plusieurs objectifs», a-t-il estimé, citant une volonté israélienne de «renverser le gouvernement [du

Hamas] en arrêtant les ministres et en bombardant les ministères», «d'en finir avec la cause palestinienne, comme le prévoit le plan [du premier ministre israélien Ehoud Olmert] et «de semer la division entre le peuple et le gouvernement élu ainsi qu'entre le peuple et la résistance».

Face à cette offensive persistante, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, s'est dit jeudi «gravement préoccupé» et a appelé à l'arrêt immédiat de la violence aveugle et disproportionnée. Il a demandé «la levée immédiate des barrages, sans quoi Gaza continuera à s'enfoncer dans une spirale de souffrance et du chaos».

«Plus de 100 civils ont été tués rien qu'au cours du mois écoulé», a-t-il relevé, mentionnant «la des-

truction d'une centrale électrique par Israël» qui a privé de courant «plus d'un million de personnes».

En Cisjordanie, une opération israélienne se poursuivait pour arrêter des suspects à Naplouse, où un Palestinien a été tué par une explosion provoquée par l'armée israélienne qui a presque entièrement détruit les bâtiments de l'administration locale.

L'armée israélienne a indiqué que son opération visait à faire sortir «plusieurs personnes recherchées, dont certaines sont liées au Hezbollah», retranchés dans ces locaux. Un haut responsable de la sécurité palestinienne a toutefois nié leur présence.

Agence France-Presse

SOMALIE

Le chef des islamistes appelle à la «guerre sainte» contre l'Éthiopie

Mogadiscio — Le chef des islamistes somaliens, cheikh Hassan Dahir Aweys, a appelé hier les Somaliens à la «guerre sainte» contre l'Éthiopie voisine, qui soutient le gouvernement de transition, en accusant l'armée d'Addis-Abeba d'avoir «envahi» la Somalie.

Dans une allocution diffusée par la radio de Mogadiscio, Shabelle Radio, cheikh Aweys affirme que «le peuple somalien doit se battre contre l'Éthiopie. Ceci est une guerre sainte dans laquelle nous défendons notre pays».

«Les Éthiopiens ont envahi notre pays et nous devons les forcer à le quitter, et cela sera une guerre sainte», a ajouté le chef du Conseil suprême islamique de Somalie (SICS), décrit comme «terroriste» par les États-Unis et qui réside dans sa région natale de Galdadud (centre).

Jeu et hier, des habitants de la

ville de Baïdoa (250 km au nord-ouest de Mogadiscio) ont fait état de l'arrivée de troupes éthiopiennes dans la ville où siège le gouvernement de transition, soutenu par Addis-Abeba. Les gouvernements éthiopiens et somaliens ont démenti l'information.

Le gouvernement de transition avait accusé mercredi les islamistes de préparer une offensive contre Baïdoa. Les islamistes ont nié toute intention belliqueuse et ont accusé à leur tour le gouvernement de vouloir obtenir une intervention militaire éthiopienne dans le pays.

Fidèle allié du président somalien Abdullahi Yusuf Ahmed, l'Éthiopie — qui a déjà ouvertement fait part de son inquiétude sur la progression des islamistes en Somalie — a prévenu qu'elle soutiendrait militairement le gouver-

nement somalien en cas d'attaque contre Baïdoa.

Les islamistes, qui veulent instaurer la loi coranique (charia) en Somalie, et le gouvernement de transition ont signé le 22 juin à Khartoum un accord de cessation des hostilités et de reconnaissance mutuelle.

Depuis les tensions restent vives entre les islamistes et le gouvernement, qui depuis sa création en 2004 n'a pu établir son autorité sur le pays, en guerre civile depuis 1991.

Les milices des tribunaux islamiques ont pris le contrôle de Mogadiscio et d'une partie du pays en juin après avoir défilé une alliance de chefs de guerre soutenus par les États-Unis dans le cadre d'opérations antiterroristes.

Agence France-Presse

INDE

Premières arrestations après les attentats de Mumbai

KRITTIVAS MUKHERJEE

Mumbai — Trois personnes ont été placées en garde à vue à la suite des attentats de Mumbai (anciennement Bombay), qui ont fait plus de 180 morts le 11 juillet, et l'Inde a demandé au Pakistan de lui remettre le chef d'un groupe séparatiste du Cachemire indien.

«Hier, le 20 juillet, nous avons arrêté trois suspects liés à l'enquête sur les attentats à la bombe», a déclaré K. P. Raghuvanshi, le chef de la brigade antiterroriste de Mumbai.

Il a précisé que deux des suspects avaient été arrêtés dans le district de Madhubani, dans l'État de Bihar, mais il n'a donné aucun détail concernant le troisième. Selon la télévision locale, il a été arrêté à Mumbai.

Raghuvanshi a indiqué que les trois hommes, tous des musulmans indiens, semblaient avoir des liens avec le Népal et le Bangladesh et qu'ils étaient également reliés d'une certaine façon au Pakistan, sans fournir plus de précisions.

New Delhi réclame des mesures concrètes

«Sur la base des interrogatoires, nous avons appris que ces personnes étaient liées à des activités terro-

ristes», a-t-il déclaré, ajoutant que leur rôle exact dans les attentats de Mumbai serait rendu public plus tard.

Il s'agit des premières gardes à vue dans l'enquête sur ces attentats. Des centaines de personnes, en majorité des musulmans, ont été interrogées.

Le ministère des Affaires étrangères a par ailleurs demandé au Pakistan d'arrêter Syed Salahuddin, le chef du Hizb-ul-Mujahideen, une organisation séparatiste cachemirienne basée au Pakistan, et de le livrer aux autorités indiennes.

Le porte-parole du ministère, Navtej Sarna, a indiqué que New Delhi souhaitait également que le Pakistan interdise le Jamaat-ud-Dawa, une organisation caritative qui, selon les États-Unis, sert de façade au Lashkar-e-Taiba, soupçonné par certains responsables indiens d'avoir planifié les attentats de Mumbai.

Sarna a ajouté que New Delhi restait déterminé à poursuivre le dialogue avec le Pakistan mais qu'«Islamabad devait prendre des mesures contre les groupes terroristes qui agissent depuis les territoires sous son contrôle».

Le Pakistan a nié toute implication dans les attentats.

Reuters

Procès des criminels khmers rouges

Avec la mort de Ta Mok, les accusés commencent à se faire rares

PHILIPPE GRANGERAU

Encore quelques années, et il n'y aura plus grand monde à juger au procès des criminels khmers rouges. Ta Mok, l'un des derniers hauts responsables du régime communiste qui a sévi au Cambodge de 1975 à 1979, est décédé hier. Emprisonné depuis son arrestation en 1999, puis inculpé trois ans plus tard de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocide, le vieillard âgé d'environ 80 ans est mort dans un hôpital militaire de Phnom Penh, après avoir sombré dans le coma une semaine auparavant. Une «mort naturelle», selon un médecin militaire.

Terror. Il devait être le premier accusé à comparaître, à la mi-2007, devant un tribunal mixte composé de 30 magistrats cambodgiens et internationaux chargé de juger les hiérarches khmers rouges (lire ci-contre). Ta Mok, de son vrai nom Ek Chhoeun, a été commandant militaire du mouvement Khmer rouge dirigé par Pol Pot. Le pouvoir khmer a instauré pendant près de quatre ans un régime de terreur. Purges massives, déportation de tous les citoyens dans des camps de travail, centres de torture et d'exécution: quelque 1,7 million de Cambodgiens ont payé de leur vie l'utopie polpotiste.

Les Cambodgiens avaient donné à Ta Mok (littéralement «grand-père Mok») le surnom de «boucher» en raison de son zèle à massacrer. Dans le seul district d'Angkor Chey (sud-est du Cambodge), il a fait tuer 30 000 personnes. Il élimine sans état d'âme, dans de vastes purges internes, tous les cadres soupçonnés de «collusion avec l'ennemi vietnamien». Mais, en 1978, l'invasion du Cambodge par le Vietnam met fin au «retour à son fief d'Anlong Veng. Sa haine des Vietnamiens est telle qu'il se retourne contre Pol Pot, qu'il soupçonne d'être un agent de Hanoï, et le fait placer en rési-

dence surveillée en 1997. Mais on ignore encore aujourd'hui si «frère numéro 1», décédé en 1998, est mort d'une crise cardiaque ou a été empoisonné par Ta Mok. Questionné à ce propos quelques mois après, ce dernier a expliqué que «de toute façon, maintenant, Pol Pot est devenu de la boue de buffle. Il est plus utile comme ça car il sert d'engrais.»

«Témoin clé». Ta Mok n'a jamais reconnu sa culpabilité. «Je n'ai tué personne», répétait-il. Il avait néanmoins désiré témoigner. «Jugez-moi avant que je ne meure, pour que je puisse dire au tribunal qui a orchestré ces massacres», avait-il demandé d'annoncer à son avocat, le 30 juin dernier. «Nous avons perdu un témoin clé», a déploré Kek Galabru, présidente de Licadho, une organisation cambodgienne des droits de l'homme. «Si ce tribunal prend trop de temps, les anciens cadres khmers rouges mourront un par un, or les morts ne parlent pas», a-t-elle déploré en appelant à une accélération des investigations.

Retards. Il a fallu sept ans de négociations entre l'ONU et le premier ministre cambodgien Hun Sen, lui-même ancien Khmer rouge, pour établir cette cour de justice. Nombre de Cambodgiens ont vu dans ces procrastinations une volonté de Hun Sen de faire barrage à un vrai procès pouvant mettre au jour son propre rôle et celui de ses alliés politiques. La Chine, principal soutien du régime khmer rouge à l'époque, pourrait aussi voir exposer au grand jour le soutien financier et militaire qu'elle apportait aux révolutionnaires cambodgiens.

Les magistrats ont commencé leurs travaux d'instruction ce mois-ci seulement. «Cela fait 28 ans que nous avons les témoignages des victimes», s'écrie Youk Chhang, directeur du Centre de documentation du Cambodge, qui a réuni les preuves des atrocités du régime Khmer, les magistrats doivent vraiment avancer rapidement.»

Libération

EN BREF

RDC: les élections doivent être «crédibles»

New York (Nations unies) — Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a souligné hier que les prochaines élections en RD Congo devaient être «crédibles et transparentes» et s'est inquiété d'informations faisant état de violences dans la campagne et d'accès inégal aux médias. Dans un communiqué de son porte-parole, M. Annan s'est félicité «des progrès

accomplis par les autorités congolaises, avec le soutien de la communauté internationale, dans la préparation» du scrutin du 30 juillet, «les premières élections démocratiques dans ce pays depuis 45 ans». Mais il a «noté avec préoccupation des informations faisant état de harcèlement, de violences entourant des événements de la campagne et d'accès inégal aux médias». «Il est essentiel pour l'avenir du pays que ces élections, un symbole d'espoir pour l'ensemble de l'Afrique, soient libres et crédibles», a-t-il insisté. «L'histoire jugera sévèrement ceux qui essaieraient de

perturber ces élections», a ajouté M. Annan en appelant tous les Congolais et en particulier les candidats à élargir la liste des processus électoral soit «ouvert, libre et équitable». Il a également réaffirmé l'engagement de l'ONU à contribuer à consolider la paix et le développement démocratique du pays. La Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (Monuc) a déploré hier des «entraves» à la liberté de mouvement de certains candidats à la présidentielle du 30 juillet, au cours d'un point de presse à Kinshasa. — AFP

• LE MONDE •

SIERRA LEONE

Début du procès de Charles Taylor

MIKE CORDER

La Haye — L'audience préliminaire du procès de Charles Taylor, inculpé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, s'est ouverte hier aux Pays-Bas, où l'ancien président libérien doit être jugé pour son rôle dans la sanglante guerre civile sierra-léonaise. Il plaide non coupable mais encourt la prison à vie.

L'ancien chef de guerre en costume gris et cravate est apparu encadré par deux gardiens des Nations unies dans une salle d'audience de la Cour pénale internationale (CPI) utilisée par le Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL). Taylor a écouté avec attention les déclarations des avocats mais n'a fait aucun commentaire.

Le ministère public avait espéré commencer le procès au début de l'année prochaine, mais l'avocat de Taylor a fait savoir qu'il ne serait vraisemblablement pas prêt avant juillet 2007. «Compte tenu de l'importance de ce procès et étant donné le transfert de ce procès depuis la Sierra Leone, je ne pense pas qu'il puisse commencer avant juillet de l'année prochaine», a souligné M^r Karim Asad Ahmad Khan. Le conseil a par ailleurs déploré le sous-effectif au centre de détention, qui oblige son client à rester jusqu'à 16 heures par jour dans sa cellule, et la nourriture jugée «eurocentrique».

Charles Taylor se trouve sous le coup de onze inculpations pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité pour avoir supervisé le viol et la mutilation de milliers de personnes durant les dix ans qu'a duré la guerre civile sanglante dans la Sierra Leone voisine.

Le 20 juin dernier, Taylor était arrivé à Rotterdam en provenance directe de Sierra Leone, où il était détenu depuis le 29 mars. Il est maintenu dans une aile du

centre de détention de très haute sécurité de la CPI à La Haye, la même prison où l'ancien président yougoslave Slobodan Milosevic est mort en mars pendant son procès pour génocide et crimes de guerre.

Ellen Johnson Sirleaf, qui a succédé à Taylor à la présidence du Liberia, avait demandé que le procès soit transféré en Europe pour éviter d'éventuels troubles en Afrique.

Le procureur qui a rédigé l'acte d'accusation de l'ancien président libérien avait sauté son transfert, estimant que c'était un grand jour pour les victimes du conflit sierra-léonais. «Il a terrorisé l'Afrique de l'Ouest pendant au moins une décennie», a souligné David Crane. Il a un pouvoir incroyable, presque mythique. Les gens ont peur de lui».

Charles Taylor a été inculpé pour son soutien présumé aux rebelles sierra-léonais, qui terrorisaient la population en coupant bras, jambes, oreilles et lèvres lors de la guerre civile de 1991-2002. Mais on estime qu'il a également joué un rôle dans des violences perpétrées au Liberia et ailleurs en Afrique de l'Ouest. Il avait déclenché l'insurrection au Liberia en 1989 puis s'était fait élire à la présidence en 1997. Trois ans plus tard, des rebelles prenaient les armes contre lui et en 2003, et il se réfugiait au Nigeria dans le cadre d'un accord destiné à mettre fin à 14 ans de guerre civile au Liberia.

En mars, l'ex-dictateur a été capturé alors qu'il tentait de s'enfuir de son pays d'accueil, qui avait accepté de le livrer à la justice de la Sierra Leone, et en juin le gouvernement néerlandais a accepté que le procès se déroule sur son territoire. Les autorités britanniques s'étant engagées à fournir une cellule en cas de condamnation.

Associated Press

Les habitants du Sud-Liban fuient vers Saïda

Saïda, Liban — Épuisés, affamés, terrorisés, les habitants des villages du Sud-Liban continuent hier à affluer vers la ville côtière de Saïda, où leur calvaire n'est pas pour autant terminé.

Fuyant leur région pilonnée depuis dix jours par l'aviation israélienne, ils ont hissé des mouchoirs blancs sur leurs véhicules dans l'espoir d'éviter les bombes.

«J'ai sans cesse à la bouche l'odeur de la mort et de la poudre qui se dégageait des débris de la maison de ma sœur, qui a péri avec trois de ses enfants», raconte à l'AFP Maryam Jaafar, 40 ans.

Originaire de Yater, un village au sud de Tyr, à une vingtaine de kilomètres de la frontière avec Israël, Maryam a fui en catastrophe avec ses deux enfants à bord de la voiture de son mari.

«J'ai accroché de grands mouchoirs blancs aux vitres pour que les Israéliens ne bombardent pas la voiture», dit-elle. «Nous avons parcouru des routes défoncées, contourné des ponts détruits pour finalement avoir du mal à trouver à nous loger à Saïda», principale ville du Sud-Liban, désormais isolée par les bombardements aériens israéliens qui ont détruit les ponts de l'autoroute du littoral sur les quarante kilomètres qui la séparent de Beyrouth.

«Nous avons fui, mais il reste au village de nombreux vieillards, ter-

rés dans leurs maisonnettes, démunis de tout», ajoute Maryam, la voix étranglée.

Ali Hassan Karim, 40 ans, affirme que Yater a été mitraillé par les chasseurs-bombardiers «alors qu'il n'y a au village aucun combattant du Hezbollah».

«Ils ont détruit les maisons, les magasins, les réservoirs d'eau, les stations d'essence, les manufactures et ont labouré nos champs avec une haine indescriptible», dit-il.

Mohammad Ali Boussa, 33 ans, handicapé équipé d'une prothèse à la jambe, est arrivé de Bourj Rahal, un autre village de la région de Tyr, avec les membres de sa famille et une dizaine de voisins entassés dans une camionnette sur laquelle ils ont hissé un drapeau blanc.

«Nous avons échappé de justesse à la mort lorsqu'un missile a partiellement détruit notre maison. Nous avons fui sans rien, sans pain, sans eau potable», dit-il en regardant autour de lui, abattu, les tristes locaux de la municipalité où affluaient les réfugiés par dizaines.

Soubhi Zein a pris place dans la camionnette avec sa fille, abandonnant son mari au village. «Je dois à tout prix avoir des nouvelles de lui», dit-elle.

Abbas, un garçon de neuf ans, arrivé avec ses parents d'Abbasiyé, à l'est de Tyr, semble complètement abasourdi. «Je pleurais



Des femmes et des enfants libanais, réfugiés à Saïda

tout le temps et j'ai tout le temps les détonations des bombes qui résonnent dans les oreilles», dit-il.

Saïda, également prise pour cible par l'aviation israélienne, pâtit d'un manque de vivres, d'essence, de médicaments et d'infrastructures d'accueil.

«Les bombardements des routes perturbent les opérations de secours, ce qui aggrave la situation humanitaire», explique à l'AFP le maire de Saïda, Abdel Rahmane Bizri, médecin.

M. Bizri dit manquer surtout de matelas, pour pouvoir loger les déplacés dans les écoles publiques et privées, transformées en centres d'accueil, et affirme que

des particuliers ont ouvert leurs portes aux réfugiés.

Quelque 30 000 personnes déplacées, dont 40 % d'enfants et de vieillards, sont arrivées à Saïda, dont 6 % de grands malades et 2 % de femmes enceintes, selon les premiers chiffres de la municipalité.

Ahmad Osseily, 35 ans, venu de Siddiqine, attend depuis des heures devant la mairie pour trouver un toit à sa famille de cinq personnes.

«Je suis épuisé. Nous avons quitté notre village sous une pluie de bombes et nous avons laissé nos morts derrière nous sous les débris», raconte-t-il.

Agence France-Presse

Chypre se sent abandonnée devant l'afflux de réfugiés

Larnaca, Chypre — Les autorités chypriotes se plaignent de l'absence d'aide de la communauté internationale pour faire face à l'afflux grandissant de personnes évacuées du Liban, transitant dans l'île.

Depuis lundi, date du début des évacuations par mer, 20 000 personnes sont arrivées dans cette île de l'est de la Méditerranée.

La majorité d'entre elles sont déjà reparties. Mais, selon des estimations, ce chiffre de 20 000 pourrait doubler avant la fin du week-end.

Quelque 70 000 réfugiés pourraient ainsi au total transiter par Chypre, ce qui constitue un casse-tête logistique énorme pour l'île, dont la

saison touristique a commencé et dont les infrastructures ne sont pas extensibles.

«Jusqu'à maintenant, Chypre a été pratiquement livrée à elle-même pour aider ces milliers de personnes», a déploré le porte-parole du gouvernement chypriote, Christodoulos Pashardes, devant la presse.

«Ce chiffre si incroyablement élevé constitue déjà un défi pour nos infrastructures et pour la capacité de Chypre à répondre efficacement à ce grave problème humanitaire», a ajouté le porte-parole.

Chypre a demandé notamment l'aide de l'Union européenne pour rapatrier des milliers de personnes originaires de pays qui n'ont pas

dans l'immédiat la possibilité de le faire: les Philippines, le Sri Lanka et l'Inde. Chypre réclame des avions pour pouvoir ramener chez elles les personnes qui n'ont pas d'argent.

«Nous sommes confrontés à un dilemme, a ainsi expliqué à la radio le ministre des Affaires étrangères, George Lillikas. Soit nous continuons notre effort humanitaire avec les moyens dont nous disposons, soit nous faisons ce que les autres pays font, c'est-à-dire interdire Chypre aux non-Européens [...] Nous préférons que cela n'arrive jamais», a dit le ministre.

Agence France-Presse

ARGENTINE

Le Mercosur cherche un second souffle auprès de Castro

OLIVIER BAUBE

Córdoba, Argentine — Le Mercosur, marché commun sud-américain, a cherché hier à Córdoba (nord) un second souffle à l'occasion de son 30^e sommet, en présence du président cubain Fidel Castro, vedette «américaine» de cette réunion à laquelle ont assisté huit chefs d'Etat du continent.

Le président argentin, Nestor Kirchner, a appelé hier, à l'ouverture de ce sommet, à une meilleure intégration de cette union de cinq pays (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay et Venezuela), que beaucoup considèrent comme en

crise, à commencer par certains membres eux-mêmes. M. Kirchner a ainsi exhorté à davantage de «solidarité», répondant ainsi aux critiques des pays membres les plus petits, l'Uruguay et le Paraguay. Le président paraguayen, Nicanor Duarte, avait peu auparavant souligné dans son intervention la nécessité pour le Mercosur de faire davantage preuve «d'esprit d'équipe» s'il voulait «marquer des buts».

Les «petits» pays du Mercosur sont volontiers critiques à l'endroit de leurs collègues des «grands» pays, qu'ils accusent d'égoïsme. La ministre des Affaires étrangères du Paraguay, Leila Rachid, avait une nouvelle fois brandi la menace jeudi d'une sortie de son pays du Mercosur si ce dernier ne se montrait pas plus solidaire. L'Argentine et le Brésil ont promis d'œuvrer en ce sens, et une réunion spéciale du Mercosur consacrée à ces «asymétries commerciales» sera convoquée dans les deux mois, a annoncé le chef de la diplomatie argentine, Jorge Taiana.

Le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, a de son côté appelé à «la patience», promettant toutefois de travailler à la réduction des inégalités au cours de la présidence semestrielle du Mercosur que son pays a commencé à assumer hier.

Tous ont exprimé leur volonté d'accélérer leur intégration, mais le président vénézuélien, Hugo Chavez, qui a officialisé début juillet son entrée officielle au sein du Mercosur, s'est montré le plus déterminé. Il a appelé, dès son arrivée jeudi soir à Córdoba, à un «nouveau» Mercosur, plus social et plus proche des gens, exhortant ses collègues, pour y parvenir, à un «Córdabazo» (coup de Córdoba), du nom de cette révolte sociale née à Córdoba en 1969, qui avait scellé la fin de la dictature de Juan Carlos Onganía (1966-70).

Le président cubain, qui aura 80 ans en août, a écouté l'ensemble de ces interventions, aux côtés de ses sept collègues sud-américains, tous issus de la vague de gauche qui a déferlé ces dernières années sur l'Amérique du Sud. Il avait pour l'occasion troqué son treillis militaire vert olive, dans lequel il est apparu jeudi soir à son arrivée à Córdoba, pour un costume sombre et une cravate. Il a pris le der-

rière la parole, ironisant sur son âge et égratignant au passage les Etats-Unis. «Je suis content d'avoir 80 ans, d'autant plus quand on a un voisin qui cherche à vous éliminer», a-t-il déclaré.

Dans l'après-midi, il devait participer à une grande manifestation convoquée par des organisations sociales et de gauche sur le campus universitaire de Córdoba, célèbre pour son université datant du XVII^e siècle.

Le «lider maximo», au pouvoir depuis 47 ans, n'a pas quitté son île depuis le mois de décembre dernier, quand il avait assisté à Bridgetown, à la Barbade, à un sommet de la Caricom, le marché commun de la Caraïbe.

Fidel Castro retrouve aussi en Argentine la terre natale de son compagnon de combat Ernesto «Che» Guevara, né à Rosario, distant de quelque 400 km, mais qui a passé une partie de sa jeunesse à Córdoba.

Agence France-Presse

1^{ers} Outgames Montréal 2006

présentent

CONFÉRENCE INTERNATIONALE sur les droits humains des LGBT

26 au 29 juillet 2006
Palais des congrès • MontréalInscrivez-vous!
Passes journalières aussi disponibles.

Joignez-vous à 2 000 participants de plus de 100 pays, réunis pour faire avancer les droits humains des lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres (LGBT) à travers le monde.

Près de 40 orateurs de prestige, incluant:

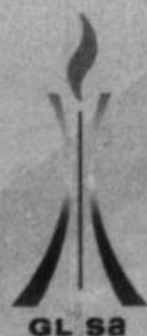
- Mme Louise ARBOUR Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Genève;
- Mme Claire L'HEUREUX-DUBÉ juge à la Cour suprême du Canada (1987-2002);
- Mme Martina NAVRATILOVA gagnante de 18 championnats du Grand Chelem de tennis en simple, en double et en mixte;
- Mme Irshad MANJI auteure du livre *Musulmane mais libre*;
- M. Mark TEWKSBURY médaillé d'or, d'argent et de bronze en natation aux Jeux olympiques de Séoul (1988) et de Barcelone (1992);
- M. Martin CAUCHON ministre de la Justice et Procureur général du Canada (2002-2003).

200 ateliers, dont 2 séances plénières par jour et 40 ateliers simultanément.

Workers Out!: séances en compagnie de 500 représentants de centrales syndicales à travers le monde.

Out for Business: séances avec plus de 300 professionnels et gens d'affaires discutant d'enjeux importants pour la communauté LGBT internationale.

Un héritage pour les droits humains: la Déclaration de Montréal sera présentée lors de la Conférence et portée aux autorités des Nations Unies et des gouvernements nationaux.

Inscrivez-vous!
www.montreal2006.org
Cliquez sur l'onglet «Conférence»1^{ers} Outgames mondiaux
Montréal 2006

Canada

Québec

Montréal

Radio-Canada

Montréal

Bell

CGI

STM

SOLOTECH

AIR CANADA

Montreal

fuges

guywwrd

OUTE

OUTE

CKOI

Hivos

Canada

PATTISON

FTO

CSQ

CSM

SCFP

GILEAD

PARTENAIRES MEDIA

ACTUALITÉS

CURE

SUITE DE LA PAGE 1

L'hymne national servait une fois de plus de clavier pour le bataillon des fétards de la nuit francophone, arrachant les fantassins de la kermesse à un sommeil en forme de peau de chagrin. Car il faut bien le dire: à Spa, pendant ces 13^e Francos, c'est très... de repos.

Gounod, le compositeur, qui fit ses ablutions dans les saines eaux de Spa la curative en 1872, en serait tout chose, et pas moins surpris que s'il apprenait le sort fait à son *Air des bijoux* par la Castafiore: la «perle des Ardennes» n'a-t-elle pas de tout temps été lieu d'apaisement et de ressourcement, sorte de sanatorium à la grandeur de la ville? Même Laurent Saulnier, le programmeur en chef des FrancoFolies de Montréal, est un peu abasourdi. Onze ans qu'il n'avait pas trempé son gros ortel dans l'eau pétillante: en goguette, rapport aux Outgames qui ont forcé la tenue des Francos montréalaises en juin dernier, il en profite pour s'offrir une petite tournée des festivals de chanson francophone en Europe: Francos mères à La Rochelle, saucette à Spa, puis virée par la Bretagne et ses Vieilles Charrues. En 1995, c'était en tant qu'Elvis Costello de la critique rock montréalaise (à *Voir*) qu'il avait abouti aux marches des thermes de Spa: je l'entends encore maugréer. Quelle idée avait-on eu d'accorder une franchise francophone à Spa, cette «ville de convalescents qui ferme à minuit» (je cite de mémoire)! À l'époque, faut-il rappeler, les résidents se plaignaient du bruit passé le couvre-feu.

Rien que jeudi, Saulnier s'est promené sans répit d'une scène à l'autre du milieu de l'après-midi au milieu de la nuit, échantillonnant une bonne dizaine de spectacles, dont pas mal de Belges (Venus, Malibu Stacy, Alec Mansion), quelques vieilles connaissances (Arthur H, Mickey 3D) et une poignée de compatriotes (Nicolas Ciccone, Damien Robitaille). Spa, a-t-il constaté, ne daigne désormais s'assourdir qu'une fois les festivaliers repus, rassasiés, épuisés. À 150 concerts en cinq jours, sans compter les dizaines de prestations des artistes nomades qui font la tournée des «bars en folies», il y a de quoi abreuver le recruteur jusqu'à plus soif. Et mesurer l'écart vertigineux entre le Spa d'hier et le Spa d'aujourd'hui. «Ca n'a plus rien à voir», résume Saulnier en plein bain de foule au parc de Sept Heures, tout souriant.

Les soirées, à vrai dire, ne se terminent pas une fois achevé le dernier spectacle programmé. La ville décuplant de population pendant les Francos, il s'agit d'occuper les masses déambulantes et plus ou moins imbibées. Tous les bars et cafés s'y mettent: groupes de «covers» ici, karaokés là, il y a de la musique dans les rues jusqu'aux petites heures. Le collègue Philippe Renaud, de la Première Chaîne de Radio-Canada, en parle comme d'un «gros Deux Pierrrots à ciel ouvert». Mieux, il y a les rois québécois de la débrouillardise, j'ai nommé Lundo et sa Chango Family, qui ont trouvé le moyen de faire durer la fête bien après l'extinction des feux. En plus de la ronde des «bars en folie», la tribu joue chaque fin de soirée au Lido, la boîte qui accueillait mercredi le showcase événementiel du slameur Grand Corps Malade: l'idée est d'en faire le lieu d'échouage de tous les noctambules du festival. «On veut que les artistes viennent jamber après leurs shows, que tout le monde se retrouve là...», souhaitent les cuivres de la Chango, êtres grégaires par excellence.

Aux FrancoFolies de Spa, comprend-on, plus on fête fort et plus on fête tard, mieux on se porte. A croire que la cure passe par la fête. C'est presque logique: quand la canicule dure et que les bouteilles d'eau carbo-gazeuse ne suffisent plus à rafraîchir les esprits échaudés, autant que ça bouge. C'est l'approche que préconise [karkwa], le meilleur band de rock québécois proposé aux Spa: depuis des années: hier en après-midi, sous le soleil exactement, le quintette chauffait autant qu'il cuisait. Son jeu était plus franc, plus puissant que jamais, les versions des *Vapeurs*, des *Tremblements* s'immobilisent et de *Coup d'état* étaient presque apocalyptiques tellement les musiciens étaient irradiés de rayons UV.

Raphaël triomphe à peu de frais

Chose certaine, le chanteur-guitariste Louis-Jean Cormier et les autres gars de [karkwa] se démenaient mille fois plus que Raphaël la veille. Raphaël? Mais si, Raphaël, l'idole française de l'heure, sacré star aux dernières Victoires de la musique, Raphaël dont le dernier album est indoligeable des premières positions des classements depuis plus d'un an. Raphaël? Minois mignon, voix d'ange, bonnes chansons pop, textes pas dénués de substance: on avait bien aimé l'album, qui a peu ou pas tourné chez nous. Le Raphaël de la scène a moins convaincu les observateurs, qui lui ont trouvé le triomphe un chouïa facile. Le type bouge peu, parle peu, en fait peu.

Tout passe par la voix, dûment angélique, par les sourires, dûment mignons, et les chansons, bonnes à fredonner, mais on ressortait néanmoins jeudi soir de la place Pierre-Rapsat sans vraie fièvre (je parle des observateurs, pas des 9000 fans extatiques d'embée). On préférait nettement les gars de Mickey 3D, qui se sont formidablement acquittés de l'ingrate tâche de précéder Raphaël devant ses raphaéliens. Railleur, le chanteur Mickael Furnon ne ratait pas une occasion de rappeler aux Belges leur incurie au foot, voire leurs singularités langagières (toutes les phrases se terminant par «une fois...»). Même leur chanson la plus engagée, *La France a peur*, texte bien senti sur l'intolérance et la paranoïa, devenait *La France a peur... de la Belgique*... Même les fans locaux de Raphaël trouvaient ça drôle: il faut dire que les Belges ont le sens de l'humour aussi développé que le sens de la fête.

Collaborateur du Devoir

Sylvain Cormier est l'invité de Wallonie-Bruelles Musiques aux FrancoFolies de Spa.

LIBAN

SUITE DE LA PAGE 1

situés au sud du fleuve Litani, à 40 km au nord de la frontière avec Israël, «à évacuer leurs localités immédiatement».

Depuis jeudi, les opérations militaires israéliennes au Liban ont pris une nouvelle dimension, avec de violents combats au sol sur la frontière entre les deux pays. Toutefois, la campagne de frappes aériennes se poursuit et, sauf retournement de la situation, il n'est pas certain que Tsahal se prépare à envahir le sud du Liban, comme en 1978 et en 1982. Engager des actions sur une vingtaine de kilomètres à l'intérieur du Liban serait une opération à hauts risques.

Cette solution est pourtant souhaitée par une bonne partie de l'appareil militaire israélien, qui se sent exclu de la guerre en cours. Pour la première fois de son histoire, Tsahal est commandée par un aviateur, le général Dan Halutz. Il met en œuvre une nouvelle façon de faire la guerre en utilisant essentiellement l'aviation, la marine et l'artillerie. «Les anciennes armes prestigieuses, comme les blindés, les parachutistes ou les forces spéciales, vivent très mal cette situation», indique un expert militaire occidental.

Pour Israël, le Hezbollah s'avère, en tout état de cause, un ennemi coriace. L'objectif de «détruire» le Hezbollah s'éloignerait et il ne s'agirait plus désormais que de «thandicaper», d'aillieurs indiqué hier le général israélien Ido Nehushtan, à Haïfa.

Au dixième jour d'un conflit qui a plongé le Liban dans le chaos, Israël et la formation chiite ont répété hier qu'ils étaient déterminés à continuer à en découdre. Israël exige la libération de deux soldats captu-

rés le 12 juillet par le Hezbollah, ainsi que le désarmement de ce mouvement. Pour sa part, celui-ci demande un cessez-le-feu sans condition et des négociations en vue de la libération de centaines de prisonniers libanais. La diplomatie paraît, dans les circonstances, totalement impuissante.

L'état hébreu a accueilli fraîchement les propositions du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, pour un «arrêt immédiat des hostilités», prévoyant la libération des soldats israéliens, une conférence internationale et une force de stabilisation au Liban.

Le Hezbollah les a également rejetés. «La seule chose que nous acceptons est un cessez-le-feu inconditionnel, suivi de négociations indirectes sur l'échange de prisonniers», a déclaré un député du parti chiite, Hussein Haj Hassan.

Le conflit entre Israël et le Hezbollah avait fait hier soir 341 morts au Liban, dont 305 civils, et quelque 1000 blessés, tandis que 33 Israéliens, dont 15 civils, ont été tués. L'ONU a demandé «la pleine coopération» d'Israël pour assurer un accès humanitaire immédiat aux victimes du conflit au Liban. D'autant que, pour l'heure, tous les efforts d'apaisement se sont heurtés à la détermination des belligérants à ne céder sur rien.

Un sommet sur le Liban à Rome

Devant cette situation, la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, a annoncé qu'elle quitterait demain les États-Unis pour le Proche-Orient, où elle doit notamment rencontrer le premier ministre israélien, Ehoud Olmert, mais aussi le président palestinien, Mahmoud Abbas.

Mme Rice se rendra aussi à Rome pour rencontrer les responsables d'un «groupe de contacts» sur le Liban. La réunion, dont la date a été fixée à mercredi prochain, le 26 juillet, se tiendra au niveau ministériel avec la participation de ministres occidentaux et des Saoudiens. Les Israéliens devraient également y participer,

selon une source gouvernementale italienne.

D'avance, la chef de la diplomatie américaine a de nouveau refusé d'appeler à un cessez-le-feu, estimant qu'une telle approche ne tenait pas compte de ce que Washington considère comme la «racine» du problème, le soutien de la Syrie et de l'Iran au Hezbollah.

En mission à Beyrouth hier, le ministre français des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, a estimé que «la situation [s'était] considérablement dégradée» et a mis en garde contre «une catastrophe», alors que 500 000 Libanais ont dû fuir leurs maisons et ont trouvé refuge dans des abris de fortune.

La visite de M. Douste-Blazy doit être suivie par celles du secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères chargé du Moyen-Orient, Kim Howells, et du ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier.

Les évacuations se poursuivent

Devant la montée des dangers dans un pays qui semblait avoir rompu avec son passé tragique, quelque 4500 Américains ont embarqué pour Chypre à bord de trois navires dépêchés par les États-Unis, sous la protection de marines américains.

Il s'agit de la première mission au Liban des marines depuis un attentat qui avait coûté la vie à 240 d'entre eux en 1983.

L'armée américaine, qui a déjà aidé 4000 Américains à quitter le Liban, poursuivait pour la troisième journée consécutive l'évacuation de ses ressortissants, au nombre de 25 000, souvent binationaux.

Un millier de Français devaient également être évacués hier par le port de Beyrouth, après que 2000 ressortissants français eurent déjà quitté le pays.

Agence France-Presse
Avec Libération

SOULAGEMENT

SUITE DE LA PAGE 1

«On est fatigués mais contents d'être là», a fait savoir Assaad Rizk, à sa sortie de l'aéroport, accompagné de sa femme et de leurs deux fillettes. «Je savais qu'on allait finir par revenir, mais j'avais peur que ce soit long», a confié l'homme qui a immigré au Canada il y a dix ans. Visiblement exténué et soulagé, il a toutefois reconnu avoir eu très peur pour ses enfants. «Je ne voulais pas qu'ils restent marqués par la guerre comme moi j'avais pu l'être, a-t-il dit. Mais comme elles n'ont jamais connu les bombes, elles n'ont pas réalisé ce qui se passait.»

Accueillie chaleureusement par les siens, Siham Kortas, en pleurs, s'en est prise au «silence international» devant les médias. «Comment ça se fait qu'Israël continue de bombarder sans que personne ne fasse rien?», a-t-elle demandé, la voix brisée par l'émotion. Après une attente pénible, assise par terre au port de Beyrouth sous 35 degrés avec sa mère âgée de 85 ans, Mme Kortas s'est finalement embarquée sur un petit bateau turc qui a mis dix heures pour la mener à Adana, en Turquie, avec une escale à Chypre. «On est restés un long moment au beau milieu de la mer parce que l'armée israélienne voulait faire des vérifications. Ils ne voulaient pas nous laisser partir», a-t-elle indiqué.

Une longue traversée qui semble en avoir marqué plus d'un. «Le bateau faisait comme ça», a raconté Lamia Hallak, en agitant vivement la main de haut en bas pour imiter le mouvement des vagues. Mes enfants ont vomis sans arrêt tout au long du voyage», a-t-elle indiqué en précisant qu'ils n'étaient pas les seuls à avoir été affaiblis par une attente de plus de 24 heures au port de Beyrouth. Ayant envoyé ses enfants de sept et dix ans seuls en vacances dans sa famille à Beyrouth, Mme Hallak a raconté ne pas avoir hésité une seconde pour aller chercher ses fils, dès

le premier jour de l'annonce des bombardements. «J'ai mis peu de temps à convaincre mon mari de m'accompagner, et le 15 juillet on a finalement pris l'avion pour le Liban», a-t-elle expliqué. L'aéroport de Beyrouth venant d'être bombardé, leur appareil a été contraint de s'arrêter à Casablanca (Maroc), ne laissant d'autre choix au couple que de se rendre par ses propres moyens à Beyrouth.

Six jours plus tard, visiblement émue d'avoir retrouvé ses rejets sains et saufs, Lamia Hallak a tenu à remercier les autorités canadiennes qui, selon elle, ont fait de leur mieux dans cette situation de crise. «À partir du moment où on est descendu du bateau, on a été très bien traité. On a pu manger à notre faim et prendre des douches», a-t-elle souligné. Malgré quelques ratés dans l'exécution du plan, Siham Kortas s'est aussi montrée indulgente. «Il y a eu un manque d'organisation, mais elles [les autorités canadiennes] seront meilleures la prochaine fois», a-t-elle avancé en admettant que le gouvernement a néanmoins accompli un travail considérable.

En tout, au cours de la journée d'hier, au moins quatre appareils transportant 1083 Canadiens devraient avoir atterri à Toronto et à Montréal. Près d'une trentaine de vols sont encore attendus dans les prochains jours qui assureront le transport quotidien d'environ 4000 personnes en provenance de Chypre et de la Turquie. À l'aéroport Montréal-Trudeau, la plupart des arrivants étaient accueillis par des membres de leurs familles ou des amis. À peine une quarantaine de personnes, qui n'avaient ni port où aller, ont nécessité le soutien d'urgence offert par la Croix-Rouge, dont la moitié étaient en transit vers une autre ville du Canada. «Environ une quinzaine de personnes profiteront ce soir d'une nuit à l'hôtel et des bons de commande pour les repas», a souligné Myrian Marotte, porte-parole de la Croix-Rouge, en se disant satisfaite du déroulement de l'opération, laquelle s'est faite dans le calme jusqu'à présent.

Le «sauvetage» de Harper

Peu après 4h hier matin, l'avion du gouverne-

ment du Canada s'est posé à Ottawa avec une centaine de Canadiens à bord en provenance de Larcana, sur l'île de Chypre. Au sortir de l'appareil, le premier ministre Harper a reconnu que, parmi les passagers de l'avion, certains étaient frustrés, d'autres reconnaissants à son égard, mais que tous étaient fatigués.

M. Harper, qui était flanqué de son ministre des Affaires étrangères Peter MacKay lors de sa brève rencontre avec la presse, a ensuite souligné le travail des fonctionnaires canadiens qui œuvrent au retrait du Liban de leurs concitoyens, malgré les conditions difficiles.

Pour Danielle Al-Halabi, une jeune Canadienne d'origine libanaise rapatriée hier, le plus dur a été de laisser la famille derrière soi. «Comme ils n'ont pas la citoyenneté canadienne, plusieurs membres de ma famille sont restés. C'est déchirant», a-t-elle souligné. Plusieurs Canadiens récemment rapatriés ont exprimé leur inquiétude quant aux autres ressortissants laissés pour compte à l'intérieur du pays, en particulier au Sud-Liban. En ce qui concerne les moyens mis en œuvre pour leur venir en aide, le ministère des Affaires étrangères a fait savoir que «des efforts spécifiques» étaient déployés, sans toutefois pouvoir donner plus de détails.

Depuis le début des opérations canadiennes, 2500 personnes ont été évacuées, alors que le nombre de ressortissants canadiens au Liban était estimé à 50 000. Plus de 700 Canadiens sont arrivés en Turquie en provenance du Liban et encore 4000 personnes y sont attendues d'ici la fin de la journée. Hier, 850 Canadiens ont monté à bord des navires affrétés par le gouvernement canadien, dont 100 ont été évacués sur un bateau transportant des citoyens américains, à l'indiqué un porte-parole du gouvernement canadien. «On va continuer l'évacuation jusqu'à ce que tous les Canadiens qui ont manifesté le désir de quitter le Liban soient effectivement partis», a assuré Kim Girtel, du ministère des Affaires étrangères.

Le Devoir

MARTINA

SUITE DE LA PAGE 1

émancipé de son pendant masculin, reposait en grande partie sur ses larges épaules, ainsi que sur celles, plus frêles, de sa grande rivale et amie Chris Evert.

Navratilova homosexuelle, c'était une deuxième secousse importante en quelques mois. Une autre grande dame de la raquette, Billie Jean King, venait en effet de confesser publiquement qu'elle avait eu une relation extraconjugale avec sa secrétaire, qui la poursuivait pour non-paiement de pension. Dans les deux cas le milieu savait, mais le public et les commanditaires réagirent mal.

«J'ai dû perdre des dizaines de contrats de publicité au cours de ma carrière», reconnaît Martina Navratilova. Le lesbianisme n'avait pas la cote. Le fournisseur de raquettes de King lâcha la légende vivante qu'elle était. La compagnie Avon se retira discrètement de la commandite générale du circuit, que certains qualifiaient de repaire de lesbiennes. Selon Johnette Howard, l'auteure d'un nouveau livre consacré à Navratilova et Evert, *Les Rivaless*, des tabloïds offraient même des primes à qui rapporterait des histoires salaces sur les joueuses.

Choix assumé

À la différence de King, qui était mariée, Navratilova a toujours assumé sans complexe son orientation sexuelle, même si ça n'a pas toujours été facile. En 1980, elle perd ainsi la présidence de l'association des joueuses pour cette raison. En finale d'un tournoi, peu après sa confession, un spectateur encourage rageusement Chris Evert. «Pour qu'une vraie femme gagne». Le physique musclé de Navratilova lui vaut des quolibets. En 1984, une adversaire déclare en conférence de presse que «ce n'est pas facile de jouer contre un homme» — remarque dont Amélie Mauresmo, l'actuelle numéro 1 mondiale, a d'ailleurs récemment fait l'objet de la part de Martina Hingis dans des termes sensiblement identiques.

«Mais en général, sur le court, entre les joueuses, c'était correct», affirme l'athlète aujourd'hui âgée de

49 ans, que nous avons interviewée la semaine dernière avant qu'elle ne participe à la Conférence internationale sur les droits humains des homosexuels qui s'ouvre mercredi prochain dans le cadre des Outgames de Montréal. «Mais le public a mal réagi, ce n'était pas une déclaration populaire à faire. Il y avait encore beaucoup d'homophobie, je suis sûre que beaucoup de gens se tenaient loin de moi pour cette raison. Sauf qu'en fin de compte les fans de tennis veulent surtout voir du bon tennis, et je donnais du bon tennis.»

Si Martina Navratilova a attendu jusqu'en 1981 pour révéler son homosexualité, c'est simplement par crainte de voir sa demande de naturalisation refusée. En 1967, la Cour suprême des États-Unis avait en effet publié un arrêt stipulant que les étrangers homosexuels pourraient être expulsés au prétexte qu'ils étaient des «personnes affligées d'une personnalité psychopathe». Cinq ans plus tard, l'American Psychiatric Association avait eu beau affirmer que l'homosexualité n'était pas un trouble mental, les avocats de Navratilova restaient préoccupés par cette question. «Sans cela, j'en aurais parlé avant, dit-elle. Je n'ai jamais voulu vivre autrement. Je n'ai jamais pensé que j'avais quelque chose à cacher, alors c'était naturel d'en parler.»

C'est ainsi qu'elle est devenue une icône pour la communauté arc-en-ciel, un de ses premiers symboles, une athlète au sommet de son art vivant sous l'œil constant des photographes, mais assumant son choix sans gêne. Ses longues relations avec des personnalités connues ont défrayé la chronique, suscitant autant de commentaires que son style de vie clinquant qui contrastait formidablement avec son enfance passée derrière le rideau de fer. «Je suis comme je suis, rappelle Navratilova. Je ne sais pas comment les autres me considèrent, et ce n'est pas important. L'important à mes yeux est mon statut de lesbienne célèbre, une des plus visibles à être sortie du placard, me permet d'avoir de l'influence et peut-être d'entraîner des changements positifs pour la communauté.»

Selon elle, son rôle consiste à «construire des ponts entre gays et hétérosexuels. Il faut briser le fossé qui existe encore trop souvent entre les deux, démythifier le monde homosexuel.» C'est une des raisons pour lesquelles elle s'implique au sein de la communauté. Elle a poursuivi l'état du Colorado qui avait voté une loi anti-gais en 1993 et, la même année, elle prenait la parole devant

des centaines de milliers de personnes lors de la marche nationale pour les droits des gays et lesbiennes à Washington. C'est elle qui a créé le concept Rainbow Card-Visa — un montant de chaque achat fait avec ces cartes de crédit est versé dans un fonds spécial d'aide et de soutien à la communauté. «Je n'ai pas eu le temps d'en faire autant que j'aurais voulu jusqu'à présent, à cause du tennis. Mais ça va changer, et j'ai l'intention d'être plus présente encore.»

Cet automne, elle raccrochera définitivement sa raquette, après 33 ans de carrière et un palmarès formidablement fourni: sept ans numéro 1 mondiale, 18 titres du Grand Chelem en simple (dont neuf à Wimbledon), 40 en double, 343 tournois remportés et 1440 victoires en simple (le record de toute l'histoire du tennis). Mais à 49 ans, dit Navratilova, le temps est venu de «consacrer plus de temps à ma vie privée. Le tennis m'en a trop éloignée, et ce n'est plus un prix que je suis prête à payer», même si elle croit que son corps pourrait encore suivre. Elle se produira donc une dernière fois à Montréal, en double, lors des Internationaux de tennis du Canada.

Mais avant, il y aura les Outgames, où elle lira, lors de la cérémonie d'ouverture samedi prochain, la déclaration de la conférence de Montréal qui sera plus tard envoyée à l'ONU. «Les Outgames? Ce sera un grand party, bien sûr, mais aussi une excellente occasion de réfléchir à la situation et de savoir où en sont les droits des gays et lesbiennes actuellement. Tout ce qui peut donner de la visibilité au mouvement est une bonne chose, parce que ça aide à faire tomber les préjugés.»

Et s'il y a un domaine où il en reste beaucoup, c'est Martina Navratilova, c'est bien dans le monde du sport. «Dans les sports d'équipe, c'est à peu près impossible de faire son «coming out». Et ailleurs aussi, surtout chez les gars: je connais des goffeurs, des joueurs de tennis, plein de gens qui sont gays mais ne veulent pas le dire. C'est une honte... Et pourtant, dans d'autres secteurs, le monde du sport s'est montré plus avant-gardiste que le reste de la société: qu'on pense seulement à la présence des Noirs. Pareil pour l'origine, les athlètes se font de savoir d'où vous venez, tant qu'ils peuvent compétitionner. Mais pour l'homosexualité, c'est différent. C'est toujours différent.»

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9^e étage,

Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333

Par télécopieur 514-985-3360

Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399

Par télécopieur 514-985-3390

Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344

Par télécopieur 514-985-3340

Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322

Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355

du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30

Par télécopieur 514-985-5967

Par courriel abonnements@ledevoir.com

Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346

Par télécopieur 514-985-3390